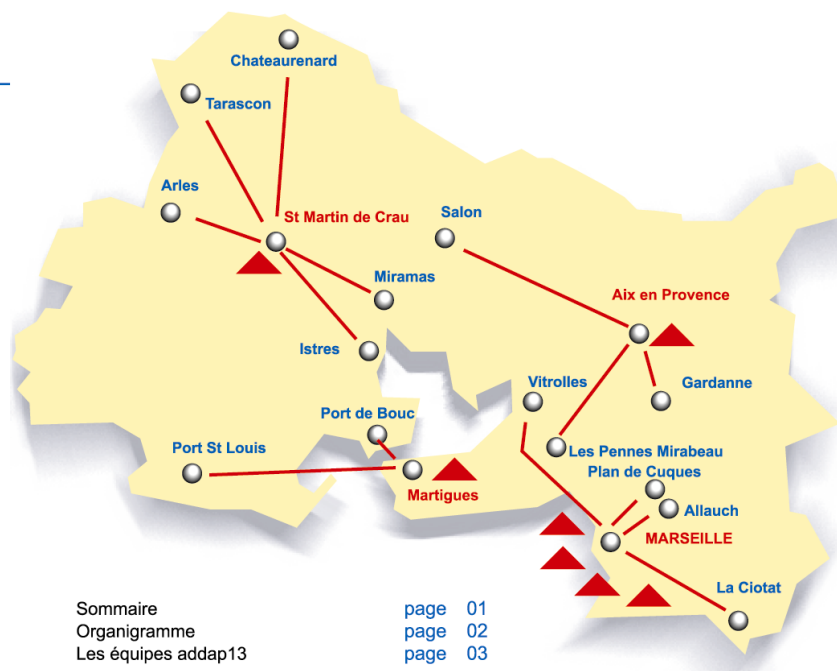




Action Educative

bilan
2.0.0.1

Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention
2, boulevard Gustave Ganay - Marseille IX^{ème} - Téléphone : 04 91 71 80 00 - Télécopie : 04 91 71 29 67 - Courriel : siege.social@addap.org



Sommaire	page 01
Organigramme	page 02
Les équipes addap13	page 03
▲▲▲ Service Marseille Centre	page 05
▲▲▲ Service Marseille Sud, Est, La Ciotat	page 07
▲▲▲ Service Marseille 13-14	page 11
▲▲▲ Service Marseille 15-16	page 15
▲▲▲ Service Pays d'Aix	page 17
▲▲▲ Service Pays d'Arles	page 19
▲▲▲ Service Etang de Berre	page 21
Pôle Accompagnement	page 23
Pôle Logement	
Pôle Sportif	
Base Nautique	page 60
Annexe statistique	page I à VI



Marseille
& communes rattachées
4 services

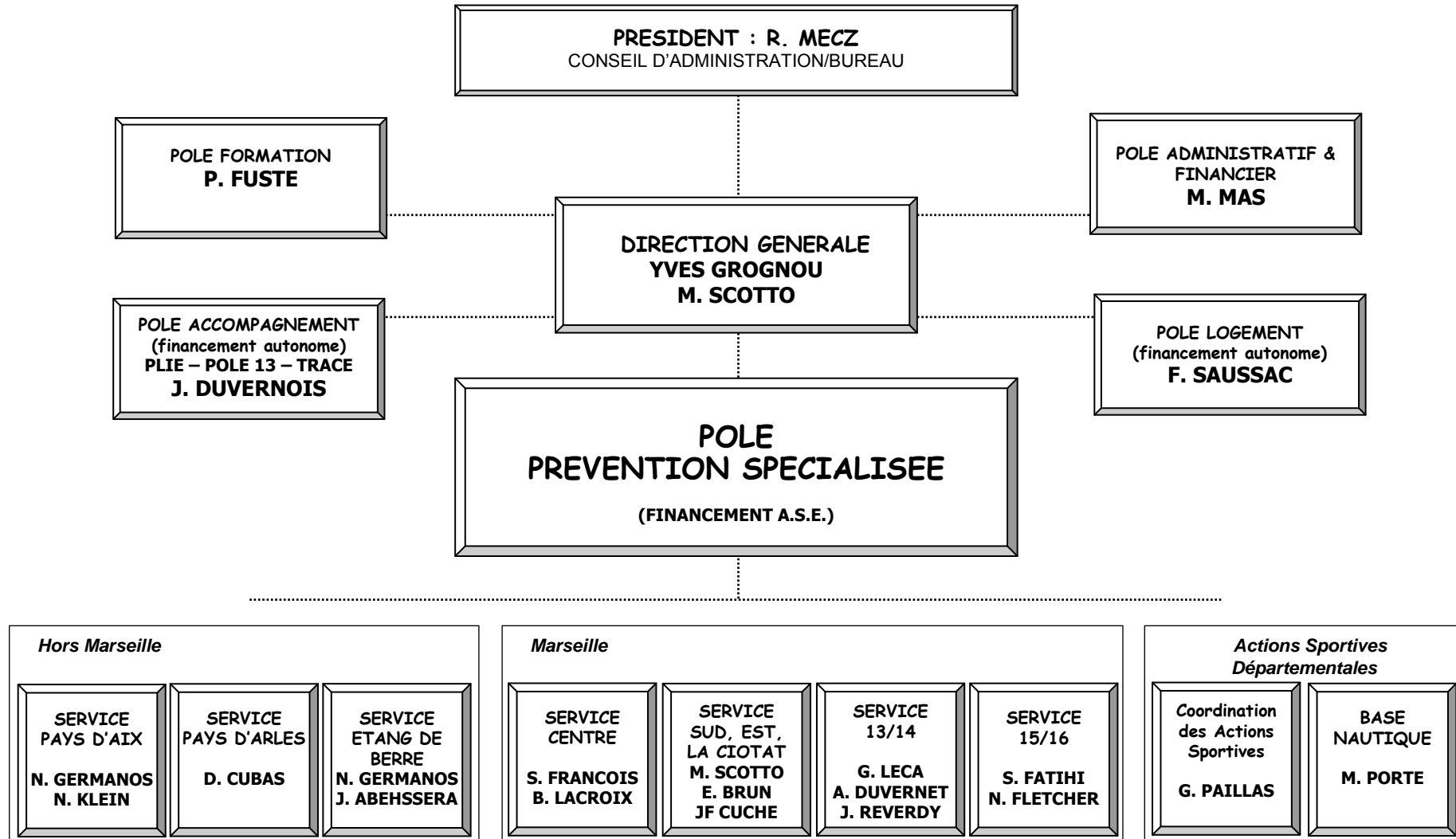
Département
(hors Marseille)
3 services

4 pôles Transversaux

Action Educative Bilan 2001



ORGANIGRAMME ADDAP13 - JANVIER 2002



Le Service Centre, par l'originalité de son implantation doit appréhender trois problématiques d'intervention : l'Hyper Centre et la densité de problèmes, l'aspect quartier/village du Panier/Joliette et la vie sociale difficile en cité sur le 3^{ème} arrondissement.

Plusieurs actions transversales ont permis d'affiner un partenariat plus technique face à nos usagers que sont les jeunes.

A ce titre, l'exemplarité du projet d'animation urbaine de la Halle Puget est révélatrice de l'intérêt sur ce que ce type d'organisation peut apporter à la re-dynamisation du Centre Ville.

Cette année a vu la structuration du projet de re-dynamisation sociale des jeunes "Tremplin vers l'Avenir", ce qui nous a conduit en partie à nous préoccuper de la qualification de certains jeunes autour des métiers connexes au sport ; c'est le projet "Adéquation" qui voit le jour avec plus de 15 jeunes inscrits dans ce parcours grâce à notre convention avec l'Ecole de la 2^{ème} Chance.

Cette action basée sur un concept d'évaluation permanente et d'accompagnement éducatif permet à tout le service de bénéficier de la dynamique que procure cette alternative pour les jeunes suivis en mal de solutions.

De la même manière, l'action "chantiers éducatifs" depuis l'arrivée d'une deuxième personne, a plus que doublé les propositions de chantiers auprès des jeunes suivis ; le partenariat avec l'ADPEI permet souvent à certains de trouver un premier emploi et d'avoir une première fiche de paie. Environ 64 jeunes ont été positionnés sur ces chantiers.

Au-delà de ces projets transversaux, l'évolution de nos secteurs d'interventions fluctue en fonction des aléas politiques, immobiliers et sociaux à savoir :

HYPER CENTRE VILLE

Secteur St Charles

Notre analyse est conforme aux observations que d'autres partenaires ont pu faire sur ce lieu : une baisse de fréquentation des errants et des jeunes isolés due essentiellement à la rénovation de la Gare et la mise en place d'un service de sécurité important. Le contexte politique et stratégique de ce secteur restant semble-t-il très attractif pour les différents intervenants sociaux et autres, il nous paraît nécessaire que notre présence soit maintenue.

Secteur Noailles

L'environnement économique social et urbain du secteur Noailles n'a guère évolué malgré les initiatives (pouvoir public, travailleurs sociaux). La rénovation de la Halle Delacroix n'a eu que peu d'influence sur la vie déviante de ce quartier.

La présence importante d'adultes toxicomanes et de comportements délictueux ont renforcé l'exaspération des riverains (surtout les commerçants).

La signature du programme de réhabilitation, les contacts pris par les intervenants sociaux ont amené une réflexion collective afin de mettre en place des réponses adaptées sur le Site.

Secteur Belsunce

Ce territoire présente une situation paradoxale : il reste le pôle d'accueil des nouveaux arrivants migrants en grande précarité tout en devenant attractif pour de nouveaux habitants de couche sociale moyenne.

Au niveau du positionnement de la jeunesse, la stigmatisation des jeunes errants est véhiculée par la population face à un sentiment d'insécurité. Cette problématique semble maintenant bien

investie par le partenariat local spécialisé sur ce type d'action mais l'impact médiatique demeure récurrent.

L'absence d'espace vert et l'exiguïté des logements entraînent une occupation sauvage des espaces publics, ceux de la Halle Puget, l'Ilot Velten, la bibliothèque municipale de la place Jules Guesde.

Le partenariat sur ce secteur est un élément structurant de notre action, il positionne d'une manière globale et technique la réponse au public jeune. Le Centre Social en est la structure référente malgré une capacité d'accueil limitant les actions autour des jeunes en grande difficulté d'insertion.

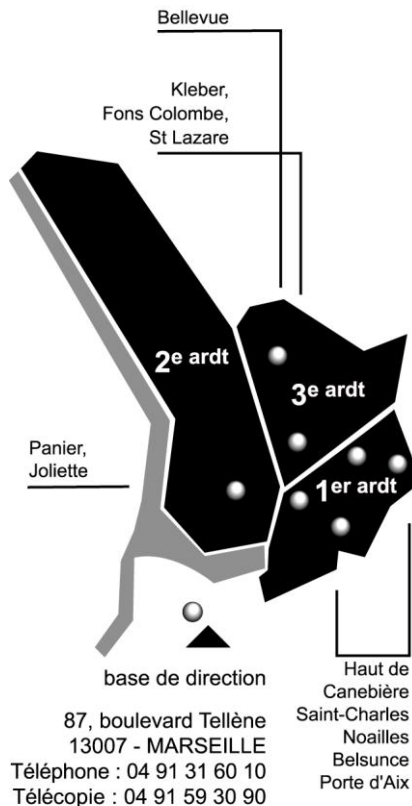
L'animation de rue autour de la Halle Puget a démontré l'opportunité de ce type d'action en Centre Ville et sera reconduite grâce à l'implication des partenaires locaux.

Notre investissement au collège E. Quinet a permis, dans le cadre du projet Santé la création d'une cassette vidéo contre le tabagisme, mise en scène par les élèves de 3^{ème} I.

A noter la remise en place de la commission jeune animée par la DGAS autour du Poste B du Centre Social.

Secteur Haut Canebière Plaine & Cours Julien

Notre implication sur ce secteur a pris une forme beaucoup plus opérationnelle du fait de la structuration de l'Association Cours Julien qui anime la Fête du Plateau et qui nous permet un accueil jeune dans ses locaux. Notre investissement dans cette animation locale a permis une véritable reconnaissance de la Prévention Spécialisée. D'autre part, notre action au niveau du développement social local a principalement consisté à harmoniser les relations entre les jeunes de la Plaine et ceux du Cours Julien. Le réaménagement de la place Jean-Jaurès fait sans concertation a fédéré les



responsables :

Stéphane FRANCOIS
Bernard LACROIX

	Mrs 1er	Mrs 2ème	Mrs 3ème	Mrs 4ème	Total
Nbre de jeunes suivis	211	110	84	68	473
Cumul de risques sociaux	140	67	6	9	222
INDICATEURS D'ACTION EDUCATIVE					
AIDES OBTENUES	105	26	4	17	152
JEUNES en CHANTIERS	15	17	14	4	50
EMPLOI / FORMATION (Nbre orientations)	183	55	39	25	302
FAMILLE (suivis)	75	58	33	15	181
HEBERGEMENT, LOGEMENT	99	26	10	7	142
JUSTICE (Nbre de suivis)	53	16	38	7	114
SANTE (Nbre orientations)	164	82	12	25	283
SCOLARITE (Nbre de suivis)	43	56	18	23	140

habitants et les jeunes autour d'une solidarité dans les actions à mener. Néanmoins, la radicalisation des comportements des 15/16 ans envers la population nous amènera à prendre en compte cette problématique pour 2002 afin que ces jeunes ne s'installent pas dans une logique de territoire. Il est à noter que l'éducatrice en charge de ce secteur a été appelée à d'autres fonctions et que son remplacement sera effectif début 2002.

Secteur Panier/Joliette

Panier :

Importants travaux de réhabilitation (cœur du Panier, Euromed, Tunnel, etc.).

La population évolue : nouveaux arrivants plus jeunes, étudiants d'origine européenne. Les jeunes du quartier demandeurs d'emploi, vivent un sentiment d'injustice au niveau de l'attribution de l'espace locatif.

L'ouverture de petites boutiques amènent du dynamisme au quartier. Notre action maintenant reconnue s'oriente vers des suivis éducatifs en fonction des besoins des jeunes et de leurs motivations du moment souvent dans l'urgence.

Notre partenariat avec le Bureau Infos Jeunes est toujours important.

Quelques 'cafouillages' ont pu être notés quant au relais BIJ/ADDAP 13 au niveau des suivis éducatifs. Des régulations ont dû avoir lieu entre le Centre Social Bausseque et notre Equipe.

Les accueils à la MPT Panier sont toujours bien repérés et l'harmonisation avec le poste B fonctionne. Le projet "Coup de Pouce vers l'Avenir" élaboré à partir de la 3^{ème} I du Collège Vieux-Port a évolué vers un travail au niveau des ateliers d'écriture et de l'utilisation de l'outil vidéo avec l'Association "Les Têtes de l'Art".

42 jeunes ont été concernés par ces actions avec plusieurs sorties culturelles. L'embauche prochaine d'un CEC au Club de prévention Bausseque permettra une liaison entre le repérage des jeunes et le traitement de leur problématique.

Joliette :

La décision de déplacer une partie de nos moyens du Panier vers ce secteur s'est avérée judicieuse. Le ciblage d'une quarantaine de jeunes a permis le démarrage d'actions et d'accompagnements éducatifs. De la même manière, un travail de structuration d'un groupe de jeunes évoluant sur la place François Moisson permet à celui-ci d'utiliser la salle de Gym de l'Alter Linus assez fréquemment. Un important travail de développement social local devra être mené au niveau de l'animation de la place Joliette afin d'asseoir l'action de l'Association AJJOD.

Secteur 3^{ème} Kleber, Félix Pyat, Bellevue

La réhabilitation prend doucement son départ : débarras fréquents de carcasses de voitures, aménagement de la rue Félix Pyat, débarras des caves et des garages insalubres. Les squats sont murés, mais des difficultés se posent car certains sont de nouveau occupés.

Partenariat

Toujours aussi complexe avec le Centre Social Bellevue qui a traversé une crise financière et structurelle ne lui permettant pas la sérénité.

Concernant le poste B et la structure d'accueil malgré nos efforts pour mettre en place des passerelles techniques concernant les suivis jeunes peu de transversalités s'opèrent. Nous nous sommes entendus que sur des aides matérielles ou ludiques.

L'actualisation de la commission jeunes peut permettre une meilleure répartition des tâches.

Le fameux Algeco a connu l'été dernier un drame avec la mort d'un jeune suite à des jeux avec une arme à feu. Nous avons, en son temps, été très critique face à l'attitude du Centre Social et du DSU concernant l'accord de gestion de ce lieu par des jeunes.

La délocalisation de l'antenne DSU Bellevue à la rue Racati nous a semblé une évidence bienfaitrice, pourtant la population mal habituée de ce que l'on peut attendre d'une antenne DSU semble regretter ce départ. L'arrivée d'un nouveau Chef de Projet permettra un recul nécessaire sur l'évaluation des véritables besoins.

Le secteur Kléber, Fonscolombes s'il rencontre de nombreuses problématiques jeunes permet, grâce au positionnement technique de la MPT Kléber dans le CAL Fonscolombes, une sérénité dans notre positionnement éducatif.

Différents supports d'intervention sur ce secteur (sport à risques, Atelier écriture, chantier, comédie musicale) permettent d'offrir au public suivi plusieurs outils d'insertion sociale.

Enfin l'ouverture d'un poste sur la Belle-de-Mai en janvier 2002 permettra une implantation plus équilibrée pour ce site.

SERVICE SUD EST CIOTAT

SUD – 8^{ème} arrondissement

Le quartier Verrerie/Madrague/Montredon, concentre une population qui se paupérise d'année en année.

Les problématiques chez les adolescents sont de différents ordres selon les tranches d'âge. Chez les 12-15 ans, il s'agit de problèmes liés à la scolarité ; chez les 16-18 ans, très peu suivent un cursus scolaire « normal », la plupart sont demandeurs de formation ou d'emploi sans avoir une véritable idée concernant leur avenir professionnel. Ces situations sont souvent liées à la petite délinquance voire à la délinquance organisée chez les plus grands.

Ce constat nous a amené à renforcer notre partenariat avec les collèges et en particulier Marseilleveyre, où une classe relais devrait voir le jour. Cette collaboration, efficace depuis septembre 2001, doit nous permettre d'intervenir en amont des situations d'exclusion scolaire.

Jeunes Suivis :

La quasi-majorité des jeunes faisant l'objet d'un projet éducatif individualisé a entre 13 et 21 ans et plus de la moitié cumulent quatre critères de risques sociaux. Notre action éducative auprès d'eux est essentiellement de l'ordre de la scolarité et de l'emploi/formation.

Actions collectives

Les activités que nous mettons en place se font avec nos deux partenaires : le centre social Mer et Colline et l'association Loisir et Culture.

S'adressant à un public jeune (13-15 ans), les supports sont sportifs et culturels.

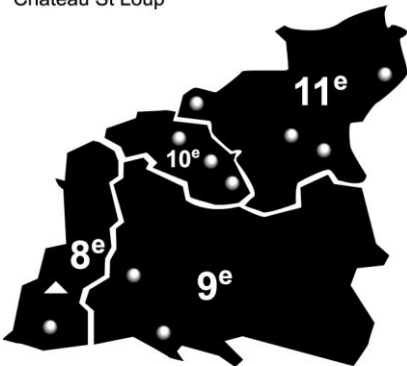
Cette année, des activités régulières sont mises en place en vue d'intégrer certains jeunes qui perturbent le bon déroulement des activités menées par le Centre Social Mer et Colline et l'Association Loisir et Culture.

responsables :

Michel Scotto
Elisabeth Brun
Jean François Cuche

Valbarelle
Escourtines,
Montgrand
Nereïdes
Bosquet
Air Bel
La Sauvagère
Benza
Château St Loup

La Cayolle,
La Soude
La Cravache
Le Trioulet
Sévigné
Verrerie
Madrague
La Ciotat



▲ base de direction

24, rue Raphaël
13008 - MARSEILLE
Téléphone : 04 91 23 36 42
Télécopie : 04 91 71 04 85
e-mail : service.sud@addap.org

**SUD – 9^{ème} arrondissement
Cravache, Parc Sévigné, Trioulet**

L'arrivée d'une éducatrice en apprentissage a permis d'effectuer un travail d'observation sur la copropriété SEVIGNE et sur les HLM Trioulet. Peu de problèmes ont été repérés, les difficultés s'expriment surtout au niveau du collège Coin Joli.

Sur le secteur de la Cravache, nous voulions cette année apporter un soutien technique auprès des jeunes gardiens embauchés par le syndic. Malgré quelques échanges, nous constatons une certaine méfiance à notre égard.

Nous sommes très reconnus sur ce secteur, pourtant nous avons des difficultés à entrer en contact avec une dizaine de jeunes (18-22 ans) très présents sur la copropriété et qui sont dans des pratiques illicites (notamment deal). Nous constatons des problématiques familiales lourdes. Nous travaillons en partenariat avec le collège dans ce domaine, et mettons en place en 2002 un projet de soutien à la fonction parentale.

Sud 9^{ème} arrondissement – La Soude

Tous les habitants ainsi que les travailleurs sociaux sont toujours dans l'attente de l'ouverture du centre social.

L'arrivée de familles de plus en plus en difficulté augmente le phénomène de paupérisation.

Sud 9^{ème} arrondissement – La Cayolle

Nous constatons une fracture croissante entre les nouveaux et les anciens habitants (augmentation des actes d'incivilités).

Le tissu associatif continue de se dégrader, il reste très peu d'associations sur le quartier et certaines sont en difficultés.

Nous démarrons un projet visant à recréer des liens entre les habitants, les associations et les partenaires.

De nombreux jeunes leaders sont actuellement incarcérés, ce qui entraîne une relative paix sociale.

Il y a peu de regroupements de jeunes sur le quartier, leur mobilité les emmenant dans d'autres lieux. C'est dans ce sens que nous orienterons notre travail futur.

Jeunes Suivis :

Sur les secteurs de la Cayolle et la Soude, l'absence durant une partie de l'année de 2 éducateurs (accident de travail, formation) a diminué le nombre d'accompagnements éducatifs ainsi que d'actions collectives.

Sur le secteur de la Cravache, ce sont les 13-17 ans qui sont notre public prioritaire.

Actions collectives

Les activités ont mixé les publics Cravache, Soude, Cayolle pour pallier à des problèmes de gestion d'équipe. Cette collaboration a été très bénéfique pour les jeunes. Sur ces secteurs, les actions sont destinées aux plus jeunes (13-15 ans), ce public n'étant pris en charge par aucune structure sur la Cravache et par peu de structure sur la Soude / Cayolle.

**Sud 10^{ème} arrondissement
Château-Saint-Loup**

Les problématiques de délinquance, d'incivilité et de nuisances nocturnes perdurent sur cette cité. Les suivis individuels restent rares.

Le collectif d'association parvient cependant à structurer quelques activités d'animation.

Nous avons travaillé avec l'animatrice embauchée par le collectif. Nous avons mis en place des actions avec supports sportifs durant l'été avec un animateur recruté par le collectif. A l'initiative de l'ADDAP 13, un atelier Hip Pop est en place depuis le mois de décembre. D'autres activités inscrites dans notre projet culture urbaine permettront une consolidation des activités du collectif et un élargissement du partenariat.

Sud 10^{ème} arrondissement La Sauvagère

	Mrs8	Mrs9	Mrs10	Mrs11	La Ciotat	Total
Nbre de jeunes suivis	29	62	138	167	73	469
Cumul de risques sociaux	24	10	51	19	36	140
INDICATEURS D'ACTION EDUCATIVE						
AIDES OBTENUES	9	18	18	19	22	86
JEUNES en CHANTIERS		8	6	8	1	23
EMPLOI / FORMATION (Nbre orientations)	19	15	69	63	66	232
FAMILLE (suivis)	9	33	76	59	63	240
HEBERGEMENT, LOGEMENT	5	4	28	8	23	68
JUSTICE (Nbre de suivis)	11	9	45	43	25	133
SANTE (Nbre orientations)	7	6	15	16	38	82
SCOLARITE (Nbre de suivis)	28	20	43	55	34	180

Malgré les difficultés structurelles du centre social, quelques fêtes se sont réalisées au cours de l'année qui ont eu un succès certain auprès des familles.

La réouverture du secteur jeune a semblé apporter des réponses durant l'année. Cependant la situation s'est détériorée en novembre et décembre. Suite à ces différents incidents, des rencontres autour des problématiques jeunes sont prévues entre le centre social et l'ADDAP 13, ainsi que la remise en route des commissions jeunes.

Un travail partenarial à partir du projet culture Hip Hop et de la reprise de la course VIVIPONTIN, permet d'espérer une ouverture vers une intervention différente sur ce territoire.

Sud 10^{ème} arrondissement – Benza

Cité où l'équipe dénombre de plus en plus de suivis éducatifs. Il y a toujours autant de familles vivant dans une grande précarité, certaines se trouvent en situation irrégulière.

Le rassemblement des jeunes aux abords de la cité est en diminution. Il semble qu'ils soient de plus en plus mobiles, se déplaçant vers le secteur de la Capelette qui à ce jour constitue un lieu de rassemblement important.

Nous envisageons d'orienter notre intervention vers un public de plus en plus jeune et d'utiliser des supports sportifs et culturels afin d'engager les prémices d'accompagnements éducatifs plus approfondis.

Jeunes suivis :

Le nombre de suivi individuel est en augmentation.

Les problématiques avec la justice /police sont toujours importantes sur le secteur, en particulier sur la cité Benza.

Actions Collectives :

Nous intervenons sur différents thèmes : insertion professionnelle avec la mise en place de chantier ; scolarité avec le collège Pont-de-Vivax dans le cadre de suivi individualisé et d'actions collectives ; activités sportives et surtout culturelles. Le travail effectué autour de la culture depuis deux ans porte ses fruits : mise en place de plusieurs ateliers sur différents secteurs du 10^{ème} arrondissement autour de la culture urbaine.

LA CIOTAT

La Ciotat

Notre intervention se situe sur l'ensemble de la ville mais deux zones ont été particulièrement ciblées en fonction des difficultés : le centre ville et les quartiers Abeille, Maurelle, Matagots. A noter, en mars 2001, le changement de municipalité.

La Ciotat Centre Ville

Grande précarité des familles. Les habitants sont non seulement en souffrance mais font aussi état d'une inquiétude grandissante devant les incivilités et les provocations de certains jeunes et adultes. Tous les partenaires concernés par le centre ville font le constat d'une grande détresse de la population.

Le Point Accueil Jeunes du centre ville joue un rôle d'animation sociale primordiale. Un soutien technique important a été apporté à l'équipe du PAJ par les éducateurs. En partenariat avec l'ADDAP 13 de nouveaux projets ont émergé : les petits déjeuners et goûters santé pour les jeunes, les rencontres conviviales pour les femmes.

La Ciotat – Abeille, Maurelle, Matagots

Zone (surtout les Matagots) marquée par des jeux de pouvoir importants qui viennent souvent perturber la mise en place d'actions qui devraient être plus cohérentes et coordonnées.

Fort heureusement, le centre social est une institution qui structure des actions de manière professionnelle sur son secteur d'intervention.

Les habitants de la Maurelle ont continué le travail entrepris en 2000 qui s'est concrétisé par la signature de la « Charte de la vie tranquille » en février 2001.

Cette fin d'année est marquée par une volonté politique de restructurer le service Cité Sport autour d'un projet pour l'équipement municipal des Matagots.

Jeunes suivis :

Les jeunes en suivis éducatifs sont en très grande difficulté. Les problématiques familiales lourdes sont en augmentation par rapport à l'année dernière. Les problèmes de scolarité, d'emploi, de formation sont toujours très importants. Nous constatons une augmentation des conduites à risques qui renforce notre projet de travailler plus sur le mal-être des adolescents en 2002.

Actions collectives

Les actions mises en place sont essentiellement de la prévention autour de la santé et des conduites à risques, de l'information autour de l'emploi et de la formation.

Peu d'actions de type sportif, la ville étant suffisamment pourvue dans ce domaine.

La volonté de rajeunir notre public est maintenant effective : deux suivis de plus de 21 ans pour 28 en 2000.

Le nombre de familles avec qui nous sommes en relation augmente régulièrement.

Les visites faites au domicile des parents nous ont permis de découvrir trois cas de mineurs en danger. Ceux-ci ont été signalés à la brigade des mineurs ou au procureur par la famille ou par nous-mêmes selon la situation.

Le nombre de jeunes en situation scolaire que nous suivons a doublé.

Les relations établies avec les responsables d'établissements scolaires depuis plusieurs années permettent, aujourd'hui, la mise en place de modalités concrètes de travail.

Nous préparons une convention avec plusieurs collèges afin de codifier nos rapports et être plus efficace dans le suivi des jeunes scolaires.

ACTIONS COLLECTIVES

Nous avons travaillé sur trois axes :

Auprès des adolescentes

Un programme d'action sur l'année a porté sur les thèmes de la santé, de l'hygiène, de la nutrition, du soin du corps.

Le choix des supports a été à la fois ludique et instructif : sorties plein air, aquagym, piscine, débats avec intervenants, visites médicales.

L'activité volley-ball a pu reprendre en novembre

Une vingtaine de filles est inscrite.

Lutte contre les incivilités

Cette action s'est concrétisée par deux séjours axés sur l'apprentissage de la vie commune et du respect de l'autre.

Nous avons aussi organisé avec une association écologique deux semaines d'activité d'utilité publique en nettoyant les berges de l'Huveaune.

Insertion professionnelle

Un financement tardif ne nous a permis de programmer que deux chantiers rémunérés sur les cinq prévus.

En revanche, nous avons participé avec l'ANPE et la mission locale à la mise en place d'un module de formation MOA.

LA ROUGUIERE

La Rougrière, avec ces 2500 habitants, est un site où semble régner une certaine paix sociale. Les institutions et associations présentes sur le site travaillent normalement.

Néanmoins, la Rougrière est isolée par sa situation géographique et les difficultés réelles que peuvent rencontrer les personnes n'apparaissent pas de manière évidente. Il a fallu beaucoup de temps passé avec les différents partenaires de terrain, et de présence sur le quartier pour être au courant de certaines situations de jeunes et alors proposer un suivi éducatif. Il faut rappeler que la Rougrière bénéficie d'un mi-temps.

Il reste à développer un travail de développement social local autour de la thématique des incivilités, en partenariat avec le centre social, tout en continuant le travail de présence sociale afin d'accentuer la connaissance du quartier.

LES ESCOURTINES-MONTGRAND

Le collège rencontrait beaucoup de difficultés à entrer en relation avec les parents, c'est pourquoi des réunions de travail avec des familles et le collège ont été réalisées à l'initiative de l'addap13. Il s'agit maintenant de contractualiser les relations collèges/addap13.

Ce sont les 12/ 15 ans qui ont nécessité le plus d'actions liées à la délinquance et à l'absentéisme scolaire.

On note des groupes de jeunes ayant commis des actes avec violence, 10 sont actuellement incarcérés.

La situation du centre social s'est dégradée en fin d'année, il est actuellement dans une situation instable et sous la pression de jeunes adultes.

La classe relais n'a toujours pas été créée.

Les Escourtines-Montgrand (suite)

L'accès à la culture et un renforcement de partenariat avec les associations locales restent des objectifs de travail à développer sur l'année 2002.

Renouveler les actions de chantiers éducatifs pour la protection de l'environnement.

LA VALBARELLE

La Maison Pour Tous accueille un public de 0 à 77 ans en lui proposant différentes activités.

De plus, de nombreuses associations et institutions y sont présentes pouvant répondre plus facilement aux personnes.

Nous renforçons notre partenariat avec le secteur jeune où la stabilité du poste de l'animateur représente un plus.

Celle-ci permet de répondre à l'attente des jeunes. Ainsi des activités ont pu être menées à bien cet été.

Nous nous rencontrons régulièrement (au moins une fois par semaine) pour s'informer et voir comment nous pouvons travailler ensemble sur certains projets. Cette stabilité du secteur jeune permet de pallier l'oisiveté des jeunes qui traînaient sur le quartier.

AIR BEL

Parmi le groupe de 10 jeunes posant problèmes, 7 ont été placés en formation ou retour à l'école.

Un travail avec les familles s'est mis en place petit à petit ce qui permet de faciliter le rapport famille / enfant et de restaurer un dialogue, une entente.

De même, le projet «Santé filles» a permis à celles-ci de se prendre en charge au niveau de

leur suivi. Une demande d'autres filles de faire partie de ce projet a émergé.

En juin, il y a eu changement de direction au centre social.

A son arrivée, le directeur a redéfini la fonction de chacun.

Son intention est de travailler en collaboration avec les différents partenaires.

En revanche aucun travail ou activité n'est proposé aux filles alors qu'elles sont demandeuses.

NEREÏDES / Le Bosquet

L'été a été certainement le moment le plus critique de l'année 2001 avec 14 départs de feu et le caillassage de véhicules des pompiers et policiers.

Les auteurs ont été sanctionnés.

A la lecture de notre bilan, la caractéristique la plus évocatrice est la baisse de situations nouvelles de jeunes en suivis éducatifs, pour cette année nous en comptabilisons 11.

D'un point de vue local nous y voyons plusieurs raisons :

La vigilance de l'OPAC a évité la concentration de familles lourdes sur un même site (d'ailleurs le niveau scolaire des CM2 pour la rentrée prochaine en 6^{ème} est en nette progression et les dossiers scolaires sont qualifiés de très bons par le collège François VILLON)

La multiplication et l'appropriation des dispositifs témoignent d'une démarche de recherche d'autonomie. La Mission Locale accueille 57 jeunes issus des Néréides Bosquet.

Notre proximité éducative peut paraître objet de contrôle. Sans doute avons-nous à travailler de

façon plus pertinente notre « aller vers » les jeunes pour faire émerger des demandes.

L'AJBN développe en dehors du football d'autres activités pour les vacances, cependant nos rapports sans animosité restent très verticaux et nos appels pour travailler en collaboration restent sans écho.

L'axe développement social local (DSL) et les actions menées dans ce cadre nous ont permis d'intensifier nos relations avec le secteur associatif (Remarque, chantiers d'insertion, AMAP pour des actions éco-citoyennes) et institutionnel notamment l'agence locale pour l'emploi des Caillols pour la mise en place d'un MOA.

L'opération « Ateliers pour sports sans frontière » étend notre action jusqu'à Paris et s'élargira jusqu'à Tanger (Maroc) en 2002, si notre action humanitaire est concrétisée.

XIII EME ARRONDISSEMENT

PETIT SEMINAIRE

Un partenariat de qualité...

L'arrivée, et l'implication réelle de nouveaux partenaires institutionnels tels que, le poste B du centre social Frais-Vallon, l'animatrice REP, le personnel de la maison de quartier la Maurelle, les directrices des écoles primaires du Petit Séminaire, sans oublier l'association des locataires **ont permis de dynamiser les actions sur le quartier** à travers la création du Collectif d'Animation du Petit Séminaire.

Un public plus large..

L'équipe agrandie et pluri-disciplinaire a permis de « toucher » les différentes franges de la population (maghrébine et gitane, population difficilement mobilisable).

Des problèmes identifiés :

La situation de l'équipe éducative par rapport à ses partenaires et à son public permet d'envisager un renforcement de l'action auprès des jeunes pour améliorer la qualité de vie dans ce quartier.

On peut notamment identifier un besoin d'action sur les questions de santé et de scolarité chez les jeunes ainsi que sur des problèmes d'illettrisme.

Les comportements par rapport au bâti dégradé posent également question ainsi que les commerces « parallèles » (recel-deal).

FRAIS-VALLON

Satisfaction des partenaires :

L'équipe consacre à ce quartier 20% de son temps de travail, à la satisfaction de ses partenaires de terrain.

Les problèmes rencontrés...

D'ordre scolaire : renvois « massifs » de collégiens de Prévert. A noter : problèmes

récurrents de deal. Incivilités chroniques par des bandes de jeunes.

MALPASSE – COROT

Les réponses institutionnelles et le partenariat sont en progression...

Interpellation du CCPD et de la politique de la ville portant sur l'ouverture d'un centre d'animation de la ville sur ce site. Volonté d'aménager les réponses institutionnelles sur cette cité.

Partenariat avec le poste B de Malpassé (groupes et suivi individuel) et reprise de la commission jeune.

Un besoin d'efforts en matière de :

a) coordination des pratiques entre l'addap13 et la Mission Locale 13-14.

b) prise en charge de jeunes ayant des troubles du comportement et/ou de la personnalité.

Des interrogations à propos des collèges Rostand-Renoir dont les problématiques d'exclusion et de violence sont récurrentes mais qui ne sont pas des demandeurs d'actions éducatives.

Des problèmes émergents :

Rajeunissement du public affecté de problèmes de délinquance et de souffrance psychique.

Réseaux d'économie parallèle de plus en plus structurés et des familles déstructurées.

Volonté de la mairie de secteur et du centre social de Malpassé de redéployer leurs activités sociales sur le secteur dans une coordination partenariale.

Perspectives d'action :

Appui technique et participation de l'équipe éducative de l'addap13 aux instances de coordination partenariale sur les alertes et les évolutions des problématiques du secteur.

Articulation du travail avec le poste B de Malpassé sur le travail de groupe et le suivi individuel afin de rendre plus effectives les réponses en terme d'animation et d'éducation sur les cités de Malpassé.

LES OLIVES

Des résultats encourageants :

Rapprochement du public jeunes 13-18 ans. Bonne implantation de l'équipe, ce qui a suscité de nombreuses sollicitations par les grands jeunes ayant de grandes difficultés (consommation de produits psycho-actifs).

Pour certains d'entre eux, positionnement durable sur de la formation ou un emploi.

Développement de permanences sociales au BIJ (Bureau Information Jeunesse).

Les difficultés de terrain :

Besoin d'action de prévention sur les conduites à risques

Besoin d'action dans le domaine « santé ».

Rapprochement des 16/21 ans sur le Point d'Information Jeunesse des Olives.

Peu de prise en compte du public jeunes 15/20 ans par le centre social la Marie.

Le développement à court terme :

Actions de prévention sur les conduites à risque.

Suivi et d'accompagnement pour les plus de 21 ans (action de partenariat avec Médecins du Monde, Mission Locale).

Développement des relations avec le collège J.GIONO.

Travail avec le BIJ pour l'orientation des jeunes.

LA MARIE

Des conditions favorables :

Construction d'un terrain multisport de proximité. Partenariat avec le centre social.

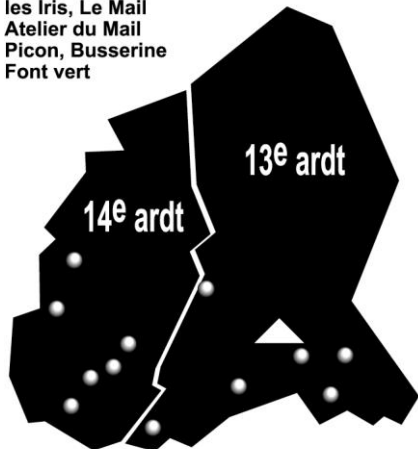
De réelles difficultés...

Problèmes sur le Bâtiment 9 : voitures brûlées, stockage, deals.

16 appartements de cet immeuble ne sont pas occupés, ce qui entraîne un squat de certaines familles

Maison Blanche,
Visitation
Micocouliers,
Paternelle,
St Joseph
Les Flamands,
les Iris, Le Mail
Atelier du Mail
Picon, Busserine
Font vert

Allauch,
Plan de Cuques



base de direction
Bt 5 - Val Plan
13013 - MARSEILLE
Téléphone :
04 91 66 57 05
Télécopie :
04 91 66 61 38

responsables :

Gérard Leca
Albert Duvernet
Jacques Reverdy

Le Clos
La Béguide
Val Plan
Base de direction
Val Plan
La Marie
Les Olives
Frais Vallon
Petit Séminaire
Renaude
Ballustres
Malpassé
Les Cèdres

	Mrs13	Mrs14	Allauch	Total
Nbre de jeunes suivis	255	258	33	546
Cumul de risques sociaux	161	136	11	308
Indicateurs d'action éducative				
AIDES OBTENUES	59	29	6	94
JEUNES en CHANTIERS	26	6	1	33
EMPLOI / FORMATION (Nbre orientations)	199	42	22	263
FAMILLE (suivis)	91	130	21	242
HEBERGEMENT, LOGEMENT	29	10	2	41
JUSTICE (Nbre de suivis)	145	50	6	201
SANTE (Nbre orientations)	82	33	4	119
SCOLARITE (Nbre de suivis)	177	120	8	305

La Marie (suite)

Les perspectives d'action :

Développement d'actions sur le terrain de proximité.

Partenariat plus important avec le centre social et le logeur OPAC.

Actions spécifiques pour certains jeunes repérés autour du bâtiment 9 pour atténuer les conduites à risques. Actions de prévention sur les conduites à risques (santé, toxicomanie...).

LA RENAUE-BALUSTRES

Cette année notre intervention a pris une tournure nouvelle et intéressante au-delà des axes traditionnels du travail des éducateurs.

En effet, une nouvelle dynamique voit le jour, dont les aspects saillants sont :

L'ouverture et le rapprochement des équipes du Centre Social Renaude-Balustres avec le redéploiement des actions du poste B .

La mise en place d'un projet collectif HMP, EGS, Régie 13/14, centre social Renaude, addap13 pour re-dynamiser la cité de la Renaude, aider à la propreté, et lutter contre les incivilités, a débuté

à la rentrée 2001, avec le concert de Chico et les Gypsies.

Des difficultés notables sur l'autre partie du site les Balustres :

Courses poursuites entre police et jeunes, arrestations et actes délibérés de délinquance, bagarres entre bandes, cambriolages du centre social Balustres, sont les manifestations de la dégradation du tissu social de la cité.

Un travail est entrepris en direction des jeunes, conjointement par le Centre Social Balustres, les animateurs du local jeunes et l'addap13.

LE CLOS, VAL PLAN, BEGUDE

Action reconnue et partenariat renforcé :

La demande d'accompagnement jeunes est sensiblement comparable en amplitude à celle de l'année précédente.

Renouvellement d'un tiers du public 13-15 ans.

Proportion importante des jeunes mobilisés et inscrits dans un dispositif d'emploi, formation à notre initiative ; avec un fort pourcentage de réussite en terme d'insertion socioprofessionnelle.

Bonne collaboration avec le conseiller mission locale sur l'accueil décentralisé auprès du centre social de la Garde.

Bonne mobilisation des parents dans l'accompagnement éducatif de leurs enfants, ainsi que sur les problématiques de quartier.

Volonté de l'ensemble des partenaires du secteur de participer à la mise en œuvre d'une politique d'action globale concertée (plateforme jeune, P.I.C...).

Possibilité d'action partenariale avec de nouvelles associations de quartier.

Obstacles à surmonter :

Les actions partenariales provisoirement suspendues en raison du renouvellement de l'équipe éducative.

Le nombre de jeunes de moins de 16 ans exclus, sans solution de reclassement reste préoccupant.

Le projet parentalité sans financement (DDASS), cette action n'a pu être mise en œuvre.

Cependant, compte tenu de la mobilisation des partenaires et les sollicitations des parents, un projet sera déposé par le centre social Val Plan courant février 2002.

Les projets à court terme :

Participer aux concertations partenariales de type plate-forme jeunes sollicitant notre technicité d'éducateur de Prévention Spécialisée.

Sollicitation du REP par rapport à des actions de prévention devant donner suite à la mise en place d'actions au sein du collège courant 2002.

Recentrer l'action sur la Bégude Nord compte tenu des besoins et des sollicitations des jeunes.

Perspective de mise en place d'un accueil en accord avec les associations du secteur.

Programmation de chantier sur la Bégude Nord suite aux accords pris avec le logeur (OPAC).

XIII^{EME} ARRONDISSEMENT 2001

657 jeunes sont en contact avec les éducateurs addap13.

255 ont bénéficié d'un accompagnement éducatif : 178 Garçons et 77 Filles.

89 jeunes soit 35 % du total sont nouvellement pris en charge cette année par les équipes. 22 jeunes ont été en contact éducatif avec nous par le réseau partenarial. 233 soit 94 % viennent du Réseau jeunes ou du Travail spécifique de présence sociale. 116 familles ont été ou sont en relation avec les éducateurs sur cet arrondissement en 2001. En cours de scolarité 79 jeunes soit 31 %. Jeunes en dehors du cursus scolaire 176 soit 69 %.

162 jeunes sur 255, soit 63 % représentant des suivis lourds et complexes.

Classement des problématiques rencontrées (% de l'ensemble des problématiques jeunes)

Scolarité, la formation, l'emploi	29 %
Comportements	21 %
Famille	18 %
Administratives	15 %
Santé	11 %
Logement	4 %
Environnement	2 %

ST BARTHELEMY ELARGI

Un contexte partenarial favorable...

Attribution en octobre 2001 du poste B à l'association sociale et culturelle du quartier Busserine (ASCQB).

Reconnaissance du travail avec le collège MANET : développement du groupe prévention, animé avec le CCPD comme groupe Prévention Education Elargi au réseau des partenaires du secteur et efficacité de ce dispositif par rapport aux adolescents en difficulté.

Action positive auprès des parents.

Reconnaissance de Passerelle proposée dans le cadre des projets pluri-annualisés (DSU).

Les relations entre acteurs sociaux locaux ...

Rapports concurrentiels entre les équipements.

Mise en cohérence des ressources associatives et institutionnelles à partir des actions sportives, culturelles et avec le collège.

Prendre en compte la dégradation des espaces extérieurs sur le périmètre HMP/LOGIREM.

Les objectifs à atteindre :

Positionner la Prévention Spécialisée en articulation avec les trois équipements de la zone.

Développer des actions auprès des parents en partenariat avec l'association Schebba, Parents relais et l'association des Sans Paroles.

Animer la constitution d'un réseau d'éducation-prévention autour du collège Manet.

XIV^{EME} ARRONDISSEMENT

385 jeunes sont en contact avec les éducateurs de l'Arrondissement.

258 jeunes ont bénéficié d'un accompagnement éducatif : 180 Garçons et 78 Filles.

70 jeunes, soit 28% du Total sont nouvellement pris en charge cette année par les équipes.

44 jeunes ont été en contact éducatif avec nous par le réseau partenarial, soit 18%.

199 viennent du Réseau jeunes ou du Travail spécifique de présence sociale, soit 82 %.

135 familles ont été ou sont en relation avec les éducateurs sur cet arrondissement en 2001.

136 jeunes sur 246, soit 55% représentant des suivis lourds et complexes.

Classement des problématiques rencontrées (% de l'ensemble des problématiques jeunes)

Comportements	32 %
Famille	28 %
Scolarité, la formation, l'emploi	23 %
Administratives	7 %
Santé	6 %
Environnement	2 %
Logement	1 %

Plus de contact avec jeunes et partenaires :

Augmentation des contacts et des suivis jeunes.
Augmentation des démarches liées au maintien de la scolarité et à l'insertion socioprofessionnelle.

Mise en cohérence des offres et des demandes en terme de loisir.

Contacts réguliers avec l'association de locataires. Partenariat sur projet avec le logeur.

Les pistes d'action...

Dans le domaine du soutien aux associations locales aux activités multiples : recherche de cohérence des interventions associatives.

Développement d'un partenariat avec le poste B.

Construction avec une dizaine de jeunes de projet alternatif à l'économie parallèle.

MAISON BLANCHE

Activités et partenariat...

Augmentation des contacts et des suivis jeunes.
Activités en réponse à l'oisiveté des jeunes.

Partenariat naissant avec les intervenants locaux.

Cibles prioritaires :

Le travail lié au désœuvrement des jeunes.

La lutte contre l'absentéisme scolaire et les faibles niveaux.

L'accès au droit commun.

Les difficultés liées à la forte prégnance de l'économie parallèle.

Projets

Poursuite du suivi des jeunes dans l'élaboration de leurs projets d'insertion.

Inscription des jeunes dans les structures locales.

Développement des relations familles-collège et accompagnement de la famille à travers la scolarité des jeunes.

Projet collectif scientifique et technique.

Une situation encourageante...

Prise en charge du secteur jeune, d'un groupe de jeunes filles de 14-15 ans, par le club jeunes filles du centre social Picon.

Création d'un club junior par la Maison des Familles et des Associations qui intègre un groupe de jeunes adolescents de 12-14 ans garçons et filles.

Réinscription et reconnaissance du club de foot Les Cédrats dans les instances officielles.

L'expérience pratique du projet économie parallèle à l'économie sociale, se travaille aussi en théorie dans un groupe de travail « Activités illicites-Revente locales ».

Travail de OSL avec l'association d'éducation musicale.

Fin des travaux de gymnase.

Inscription de l'addap13 dans le conseil d'administration du centre social Picon.

Création d'un groupe de prévention autour du bassin de vie du collège Clair Soleil par le CCPD et participation de l'addap13 à ces groupes.

Difficultés repérées

Le trafic est toujours aussi visible et développé sur la cité et implique un nombre important de jeunes adolescents.

La déscolarisation progressive des jeunes impliqués dans les réseaux .

La faible implication des parents dans l'éducation de leurs enfants.

Axes d'intervention :

Le marquage éducatif et social, l'accompagnement éducatif spécialisé et le développement social local.

Exemple :

Le projet économie parallèle-économie sociale a concerné 17 jeunes garçons et filles.



LES FLAMANTS

Contacts et relations sur le terrain :

Les contacts réguliers avec le groupe de jeunes repérés en difficulté nous ont permis d'entreprendre des suivis individualisés.

Bonnes relations avec les associations

Objectifs à court et moyen terme :

Rapprocher le public 12-14 ans vers le centre social Flamants/Iris.

Maintenir positivement nos relations avec les associations, les institutions de proximité.

Aboutir à des fins positives sur les suivis jeunes (retour à la scolarité, à la formation ou à des emplois).

Impliquer le public jeunes des Iris sur des actions de Prévention

Mobiliser les associations, les habitants, le public jeune, le logeur.

Support d'action la future fête du quartier Iris/Flamants.

Appui à la fonction parentale concernant les jeunes parents.

ALLAUCH, PLAN DE CUQUES

Volonté des deux communes en concertation avec le Conseil Général de reconduire l'action de Prévention Spécialisée.

Une convention de fonctionnement a été élaborée pour assurer la coordination du contrat local de sécurité et du CIPD.

Notre participation à l'élaboration des fiches actions du CLS (analyse des problématiques jeunes) a permis d'accentuer le volet prévention du contrat local de sécurité.

Des réponses supplémentaires devraient être apportées à partir du projet de création d'une agence ANPE ainsi que d'une mission locale.

Problèmes à régler :

Fragilité du personnel du service de la jeunesse et du médiateur social pour l'accueil, la rencontre, du public jeune en difficulté et pour gérer leurs comportements.

Existence au niveau du collège d'un petit groupe de jeunes bien repérés qui pose des problèmes de comportements et qui se marginalise.

Le CLS fait apparaître que de nombreux problèmes seraient liés aux jeunes des cités environnantes de Marseille.

Actions à poursuivre et développer :

Poursuite des actions d'accompagnement des jeunes en difficultés.

Participation à la conception des politiques de prévention, en facilitant la mise en œuvre des actions partenariales.

Animation du réseau de prévention toxicomanie, dépendance en fonction du calendrier de mise en œuvre des actions du CLS.

CITE ST JOSEPH TRAVERSE DU VIEUX MOULIN

Insertion et parentalité évolution positive :

Augmentation du nombre de contacts et du nombre de jeunes adhérents à une démarche d'insertion.

Amélioration de l'accès au droit commun par un partenariat affiné avec la DGAS.

Action auprès des jeunes familles et soutien à la parentalité .

Les points sensibles du quartier :

Absentéisme scolaire.

Inscription sociale des habitants.

Dysfonctionnements propres à la cité.

Contacts avec les intervenants du site.

Partenariat avec le collège.

Accès aux activités de loisirs.

Facteurs aggravants :

Proximité de lieux de regroupement où se côtoient adultes aux conduites addictives et jeunes fragiles en difficulté d'insertion.

Difficultés liées à la restructuration du quartier.

Logique d'action :

Construction d'un partenariat autour de la CTO avec la DGAS, le logeur, le DSU et l'ASPN.

Continuité du travail engagé avec le CCPD (pratiques observées au parc P.Coxe).

Augmentation des démarches d'insertion socioprofessionnelle des jeunes majeurs.

Projet de chantier en partenariat avec le logeur.

Poursuite des accompagnements éducatifs auprès de jeunes scolarisés **en lien avec leurs familles.**

LE MAIL

L'amélioration de l'état des commerces est un point positif favorable à notre action

Les actions entreprises :

Accueils de proximité à l'atelier du Mail.

Développement d'actions de prévention vers les jeunes de 13-15 ans.

Augmentation des suivis individualisés

Rapprochement auprès des associations implantées sur la copropriété

Relations avec le syndicat des copropriétaires.

LES IRIS

Les demandes des habitants en matière de propreté des lieux, d'amélioration du bâti et d'espaces extérieurs prises en compte par le logeur.

Objectifs d'action :

Mobilisation de l'association des locataires.

ALLAUCH – PLAN-DE-CUQUES

172 jeunes sont en contact avec l'éducateur de la prévention spécialisée sur Allauch et Plan-de-Cuques.

33 jeunes ont bénéficié d'un accompagnement éducatif : 24 garçons et 9 filles.

32 ont été en contact éducatif par le Réseau jeunes, ou le travail de présence sociale.

21 familles ont été en contact avec l'éducateur de l'addap13.

5 sont scolarisés.

28 sont hors cursus scolaire.

11 jeunes sur 33, soit 33% représentant des suivis lourds et complexes.

Classement des problématiques rencontrées (% de l'ensemble des problématiques jeunes)

Scolarité, la formation, l'emploi	37 %
Santé	17 %
Administratives	16 %
Comportements	14 %
Famille	13 %
Logement	3 %

Le secteur compte un réseau de 992 jeunes : 552 suivis dont 445 dans la tranche d'âge 13 / 21 ans et 244 situations nouvelles.

Nous constatons un rééquilibrage dans la prise en charge du public féminin : 382

Une observation plus fine des chiffres indique que 40 % des jeunes suivis par le service cumulent plus de quatre handicaps.

Cinq constats à dégager du bilan 2001.

1) Importance des problématiques liées à la scolarité des jeunes : rupture scolaire fréquente, échec plus flagrant aux examens, déscolarisation.

2) Des difficultés d'accès à l'emploi chez les jeunes adultes, souvent liées à un manque de qualification et de formation entraînant pour eux une démobilité.

3) Un tissu associatif important et dynamique, à vu le jour. Néanmoins on repère un manque de technicité, de logistique, de savoir-faire ; leurs interventions se sclérosent autour d'un public restreint.

4) Cette année, au vu des alertes des éducateurs, l'accent a été mis plus particulièrement sur un travail en direction des parents, et ce en partenariat avec les différentes structures de droit commun (collèges, centres sociaux, DGAS, CAF, UDAF).

5) Dans le cadre de la prévention primaire un travail de veille sur l'accès aux loisirs sportifs et culturels a été mis en œuvre pour pallier le manque de structures.

La scolarité des jeunes

La sensibilisation de l'addap13 aux problèmes liés à la scolarité a été effectuée par le biais d'un investissement très fort des éducateurs, sur l'environnement et au sein des collèges et lycées.

Ils se sont impliqués tout particulièrement dans les dispositifs qui prennent en charge les jeunes les plus en difficultés dans le rapport à l'apprentissage.

Un travail conventionné avec l'éducation nationale a notamment été mis en place sur les classes relais (collèges Vallon-des-Pins et Henri Barnier) et dans les SEGPA en utilisant des activités spécifiques telles que les ateliers de nouvelles technologies, l'atelier informatique, la participation à des groupes de paroles, des séjours à thème culturel, toujours en partenariat avec les enseignants de ces classes.

Dans le cadre des lycées, a été élaboré un travail de lutte contre l'échec aux examens (CAP / BEP / BAC PRO et général) : c'est un accompagnement personnalisé des jeunes à travers un atelier scolaire animé par des jeunes adultes ressources en direction des plus jeunes en phase de préparation et de révisions d'un examen.

Enfin, avec les collègues et les familles, nous portons une attention particulière à l'aménagement des moments libres, à la fois au sein des établissements et en dehors des temps scolaires.

Jeunes adultes & emploi

Face aux difficultés repérées chez les jeunes au niveau de l'emploi, nous avons prêté une attention plus accrue à la redynamisation des jeunes avec une prise en compte de leurs potentialités dans leurs différents quartiers.

Nous avons mis en place différents outils :
Formation aux métiers de l'animation et du sport
Chantiers de solidarité
Partenariat avec l'Ecole de la deuxième chance : autour des métiers du sport et connexes
Pôle ressources sur les techniques de recherches d'emploi : aider, en collaboration avec des associations, à la mise en situation de travail de jeunes recrutés en CES, ou dans le cadre d'emplois jeunes.

Tissu associatif important mais ...

Nous avons en effet assisté sur le secteur 15 / 16 à la création d'un nombre important

d'associations de jeunes ou de moins jeunes intervenant sur un large spectre, allant d'activités sportives (foot) aux associations de femmes ou de locataires, mais sans aucune coordination entre elles.

Nous nous sommes mobilisés pour leur apporter un savoir en terme d'appui technique : formation et information sur les responsabilités, la législation et les champs de compétences...

Nous avons également travaillé avec elles pour élaborer des transversalités entre leurs différentes propositions sur un même secteur de manière à ce qu'elles puissent s'ouvrir à un public de plus en plus large, dans une reconnaissance mutuelle de leur travail.

L'autre versant de cet axe de travail a été une plus grande mobilité des jeunes vers des activités nouvelles et plus diversifiées (sportives mais aussi culturelles par exemple).

Les familles

A partir du travail sur la scolarité des jeunes, nous cherchons à renforcer le lien entre les familles et la vie scolaire des enfants. Interrogations à la fois sur l'importance de l'éducation des enfants et sur le rôle des parents.

Ces rencontres ont permis d'aborder les questions de la violence à l'école, de faire la médiation entre les collègues et les familles et de travailler sur la notion de droits et devoirs.

Loisirs proposés aux jeunes

Le déficit d'équipements sociaux ainsi que le manque de coordination entre associations locales, nous ont amenés à dispenser quelque 30 000 journées jeunes dans le cadre de sorties à la journée ciblant un public qui ne fait pas appel, traditionnellement, aux structures en place.

Notre souci premier était de ne pas laisser notre public démuné face à ce manque, mais nous avons parallèlement exercé notre fonction d'alerte auprès des pouvoirs publics et des institutionnels et aidé des jeunes à se structurer pour aboutir au montage d'associations.

Vitrolles

L'Estaque
St Henri
La Castellane
La Bricarde
Lorette
Plan d'Aou
Consolat
Mirabeau

Kalisté
La Granière
Les Bourrelys
La Solidarité
La Savine
Les Ayalades
Les Créneaux
Le Castellans
La Viste
La Cabucelle
Les Crottes
St Louis



base de direction
Le Massalia - 32, bd Larousse
13309 - MARSEILLE - Cedex 14
Téléphone : 04 91 58 23 30
Télécopie : 04 91 02 83 46

responsables :

Salah Fatih - Nathalie Fletcher

	Mrs 15	Mrs 16	Periph	Tot
Nbre de jeunes suivis	409	158	31	598
Cumul de risques sociaux	157	64	77	298
INDICATEURS D'ACTION EDUCATIVE				
AIDES OBTENUES	61	27	2	90
JEUNES en CHANTIERS	29	37		66
EMPLOI / FORMATION (Nbre orientations)	191	75	21	287
FAMILLE (suivis)	111	61	0	172
HEBERGEMENT, LOGEMENT	34	22	0	56
JUSTICE (Nbre de suivis)	71	27	7	105
SANTE (Nbre orientations)	110	38	18	166
SCOLARITE (Nbre de suivis)	137	64	40	241

La réalité socio-éducative nous amène à décaler l'existence de trois bassins à l'intérieur de la zone d'intervention.

Bassin n° 1

D'Est en Ouest il s'étend des Crottes à la Viste. Du Nord au Sud des Ayygalades à Ruisseau Mirabeau

La paupérisation et la dégradation de l'habitat se poursuivent sur ce secteur avec de plus en plus de fermetures de PME et de commerces. Le tissu associatif peine à prendre le relais pour l'instant.

A cela s'ajoute l'afflux d'une population précaire venant du centre ville et de primo-arrivants, principalement des Comoréens, sur la Cabucelle. Sur la Viste, arrive de différents secteurs une population gitane et ce phénomène concourt au départ de pans de populations « sans problèmes ». Peu à peu la mixité sociale tend à disparaître.

Bassin n° 2

D'Est en Ouest il s'étend de la Savine à la Solidarité. Du Nord au Sud de Kallisté aux Bourrellys

Des mouvements de population sont observés, surtout sur le Parc Kallisté où s'installent de nouveaux réfugiés : pays de l'Est et des Comores et également des familles venant du 3^e arrondissement (plus particulièrement du Parc Bellevue).

Les premiers vivent en vase clos et développent souvent des phénomènes d'économie parallèle : il n'est pas toujours facile d'entrer en contact avec cette population sauf sur des demandes précises de régularisation à partir desquelles les éducateurs parviennent à développer un travail plus global.

Les seconds perpétuent leur culture ancestrale avec parfois des dérives telles que des châtiments corporels par exemple à l'occasion de l'apprentissage du Coran par les enfants.

Le tissu associatif en revanche est relativement important sur ce secteur.

Bassin n° 3

D'Est en Ouest il s'étend de la Castellane à l'Estaque Riaux. Du Nord au Sud du Plan d'Aou à la Castellane

Sur le Plan d'Aou, déconstruction et reconstruction de la cité avec tout ce que cela implique en terme de demandes des jeunes de travailler sur le chantier et désillusions afférentes. En outre, on déplore des conflits ponctuels entre la population jeunes et la police : caillassages etc.

L'Estaque, St-André et St-Henri manquent toujours de structures sociales.

Néanmoins sur l'ensemble de ce secteur, trois centres sociaux sont implantés au sein des cités Plan d'Aou, Bricarde et Castellane où existe de plus un fort potentiel associatif travaillant.

Malheureusement deux populations continuent de co-exister dans l'ignorance mutuelle.

Les centres sociaux n'ont pas de relais en dehors des cités vers lesquelles les gens de l'extérieur (noyaux villageois limitrophes) ne « s'aventurent » pas.

VITROLLES

L'intervention de l'addap13 sur le territoire de Vitrolles demeure une priorité.

Cette année, nous avons formalisé une convention sur le programme TRACE et en fin d'année avons obtenu un poste supplémentaire d'Éducatrice sur le secteur.

Il est à noter une véritable demande éducative de la part des jeunes.

Pour un plein temps d'éducatrice :
Réseau jeunes : 102, dont 53 filles
80 % ont entre 13 et 21 ans
60 % cumulent plus de 4 handicaps

La présence sociale s'équilibre par des passages réguliers sur les lieux de regroupement des jeunes (gare routière, Maison de quartier, Liorat, Av. du 8 mai) et des permanences à la Maison du Département 13 et à la Mission locale.

A noter qu'à partir de janvier 2002 un local de service addap13 s'ouvrira sur la cité des Pins.

Parallèlement aux suivis jeunes, l'éducatrice s'est investie avec l'Association Point Ecoute en drainant vers le groupe de parole (avec un psychologue clinicien, une conseillère conjugale et l'éducatrice addap13) des mères repérées dans le groupe d'aide à la fonction parentale.

Un travail plus particulier sur l'employabilité des jeunes a été entrepris et 15 jeunes ont pu bénéficier d'un emploi en CDD. Trois ont même intégré un CDI.

Restent deux points importants en terme d'alerte sur le secteur :

La vie associative reste décimée sur la ville, avec comme seule nouveauté l'ouverture de la maison de l'égalité.

Le manque notoire de logements d'urgence ; l'éducatrice n'a souvent comme seul recours que les hôtels ou le foyer Sonacotra.

Suivis éducatifs :

260 jeunes ont
bénéficié d'un suivi éducatif en 2001,
dont 85% entre 13 et 21 ans
40% de filles

Aix en Provence : 5 points de travail
Gardanne : 1 point de travail
Salon : 4 points de travail
Septèmes : 1 point de travail
Les Pennes Mirabeau : 1 point de travail



▲ base de direction
Bt 12 - Cité Corsy
13090 - AIX en PROVENCE
Téléphone : 04 42 20 27 85
Télécopie : 04 42 95 12 27

responsables :
Nabil Germanos
Nancy Klein

VILLE D'AIX-EN-PROVENCE**JAS-DE-BOUFFAN**

Notre intervention est prioritairement axée sur les immeubles du rond-point du Bois de l'Aune, les Hippocampes, les Dauphins et les Marsouins, ainsi que sur le Hameau de Martelly.

Nous maintenons un travail de rue important, accompagné d'actions plus ciblées sur certains jeunes, au travers de chantiers éducatifs, ainsi qu'une forte implication dans le dispositif TRACE.

Au printemps, un acte criminel impliquant un grand nombre de jeunes de tous âges a considérablement bouleversé la population, du quartier et de la ville d'Aix-en-Provence. Suite à cet événement, de nombreux efforts ont été mis en oeuvre par des partenaires institutionnels et de terrain, pour travailler ensemble la complémentarité et le sens des actions. Des groupes de paroles avec les familles mais aussi avec les jeunes ont été créés et devraient perdurer autour de thèmes tels que la communication parents/enfants, garçons/filles, sexualité/interdits...

Le thème de la responsabilité restera un axe majeur pour l'année 2002.

Néanmoins, le partenariat reste encore à améliorer. Les relations avec les collèges sont encore quasi-inexistantes.

AIX NORD BEISSON

L'addap13 poursuit son partenariat avec la mission de pré-animation mandatée par la ville et la CAF. Un CLSH ainsi qu'un petit secteur jeunes et familles se développent progressivement. Le centre social devrait se mettre en place début

2002. En l'attente, les éducateurs ont donc multiplié les activités en direction des jeunes les plus en difficulté.

Le partenariat avec le collège St Eutrope, au travers de l'implantation d'une activité Hand-Ball au sein même du collège et avec des jeunes repérés « difficiles », a permis une ré-appropriation du lieu et une réassurance des jeunes quant à leur capacité à développer une image positive d'eux-mêmes. Le nombre de jeunes bénéficiant de cette activité a doublé cette année. Les actes délictueux commis par des adolescents et pré-adolescents croît régulièrement, avec des liens repérés entre ces jeunes et d'autres plus âgés.

Nous projetons un travail spécifique en direction des jeunes majeurs avec un développement des accompagnements et la mise en place de chantiers éducatifs.

PINETTE

Un travail important de soutien à l'équipement de quartier, géré par l'association Alphonse Daudet a été réalisé depuis deux ans. Les actions communes ont permis une meilleure cohérence et ont répondu aux attentes des jeunes :

L'atelier danse orientale créé l'an dernier s'est développé.

Création d'une activité Hip-Hop
Investissement de deux jeunes bénévoles sur ces ateliers, pour les techniques de danse
Sorties culturelles et sportives

Une redynamisation des familles autour de la vie du quartier a débuté :

Le soutien à l'équipement de quartier continue néanmoins d'être nécessaire, il demeure fragile et des difficultés d'organisation restent à résoudre.

Le partenariat local, école, collège, mission locale...reste à développer

ENCAGNANE-CORSY

Le partenariat important, développé avec le Centre Social La Provence ainsi qu'avec les travailleurs sociaux du secteur permet une prise en charge complémentaire et concertée des problématiques territoriales et des individus.

Le soutien technique apporté par l'addap13 à l'Association Culturelle et Sportive du Calendal permet de structurer des actions auprès d'un public jeune en grande difficulté et maintenir ainsi une certaine paix sociale.

Le projet d'une association fédérative regroupant l'association du Calendal et l'équipement de proximité Albert Camus est actuellement étudié avec les différentes structures.

Les actions collectives de prévention primaire pour les plus de 13 ans sont urgentes à développer. En effet, le Centre Social ainsi que les associations de quartier ne sont pas en mesure, pour des raisons diverses de prendre en compte ce public.

CENTRE VILLE

Le centre ville d'Aix-en-provence draine une population hétéroclite, issue de milieux et d'horizons forts différents...

Notre mission de prévention spécialisée s'exerce en particulier auprès des jeunes de 16 à 21 ans errants et oisifs. Originaires de quartiers aixois périphériques ou de zones géographiques plus éloignées, ces jeunes vivent des situations de grande précarité en terme de logement, de santé, d'accès aux droits sociaux.

Travail de rue et permanences de proximité nous amènent à mieux prendre en compte les besoins de ces jeunes par une contractualisation avec le jeune pour des projets d'insertion sociale et professionnelle.

Le partenariat avec la DGASS, la ville d'Aix par l'intermédiaire de son CCAS et la Mission Locale, nous permet de faire accéder ces jeunes à des dispositifs de droit commun (Aide pour Jeunes majeurs, FDAJ, Aides facultatives du CCAS)

L'intervention de l'addap13 sur la ville de Salon de Provence, (37000 habitants dont 25% de moins de 20 ans) se situe sur les trois principaux quartiers d'habitat social ainsi que sur le centre ville, qui draine de nombreux jeunes.

VILLE DE SALON-DE-PROVENCE

BRESSONS/BLAZOTS et MONAQUE

L'addap13 travaille en étroite collaboration avec les deux Mille Clubs gérés par l'association Mosaïque ce qui permet la complémentarité dans la prise en charge des jeunes en difficulté.

Divers projets ont été menés en direction de ce public notamment des sorties équestres ainsi que 2 chantiers éducatifs sur les structures « Mille Clubs ».

Sur le quartier des Bressons, les incivilités liées à des phénomènes de groupe augmentent. Des mouvements de jeunes venant du lotissement voisins créent des problèmes qui nécessiteraient une intervention supplémentaire.

CANOURGUES

L'équipe addap13 s'est investie dans un projet de re-mobilisation des jeunes en voie d'exclusion scolaire qui a concerné une vingtaine de jeunes et leurs familles.

Un engagement particulier auprès du public féminin dont la détresse s'exprime de plus en plus

	Aix	Gardanne	Les Pennes	Salon	Septèmes	Total
Nbre de jeunes suivis	260	52	28	79	33	452
Cumul de risques sociaux	90	21	6	42	40	199
INDICATEURS D'ACTION EDUCATIVE						
AIDES OBTENUES	138	20	0	4	12	174
JEUNES en CHANTIERS	9	8		11		28
EMPLOI / FORMATION (Nbre orientations)	80	12	2	11	6	111
FAMILLE (suivis)	127	26	10	41	18	222
HEBERGEMENT, LOGEMENT	63	3	2	7	2	77
JUSTICE (Nbre de suivis)	130	12	4	29	7	182
SANTE (Nbre orientations)	113	7	4	9	12	145
SCOLARITE (Nbre de suivis)	120	20	3	80	29	252

par des conduites à risques.

La découverte d'associations par la mise en situation d'emplois rémunérés de jeunes sur diverses manifestations.

Présence Sociale renforcée pour appréhender les tensions naissantes dans le public jeune.

Le quartier reste une priorité.

VILLE DE GARDANNE

Nous avons mieux ciblé territorialement nos interventions : la vieille ville, les quartiers d'habitat social et Biver.

L'équipe de l'addap13 a maintenu un partenariat étroit avec la Mission Locale du Bassin Minier. Parallèlement, nous avons signé une convention de partenariat avec le collège G. Péri.

En matière de petite délinquance, nous travaillons en partenariat avec les acteurs locaux dans le cadre de la prévention des exclusions, de l'éducation et de la citoyenneté.

Nous avons accompagné cette année 52 jeunes dont 19 filles et 33 garçons.

Notre travail en direction des familles a mobilisé 25 familles sur les problèmes de leurs enfants.

Problèmes rencontrés :

Emploi scolarité formation	36 jeunes
Famille :	32 jeunes
Santé :	30 jeunes
dont 17 avec troubles de la personnalité	
Comportements :	29 jeunes.

Nos actions collectives :

1 chantier jeunes et 1 camp parapente en partenariat avec la mission locale (8 jeunes)
6 sorties à la journée (chéquiers sport été 13 /38 jeunes)

1 atelier sport d'opposition (18 jeunes)

Formation de surveillant de baignade (5 jeunes)

Formation AFPS premiers secours (12 jeunes)

2 sorties jeunes et familles (57 jeunes)

4 sorties sport de proximité (24 jeunes).

VILLE DES PENNES MIRABEAU

Il y a dans cette commune une volonté d'approche préventive et de réponses ciblées face aux difficultés exprimées.

La création d'une plate-forme regroupant la Mission Locale, les agents de médiation sociale et l'addap13 en témoignent.

Nous intervenons selon deux axes forts :

- l'accompagnement éducatif des jeunes en difficulté d'insertion
- le développement social local avancé.

Nous avons réalisé 28 accompagnements éducatifs individualisés. 10 familles ont été mobilisées. Les problèmes familiaux, d'emploi scolarité, formation et de comportements sont les plus fréquents.

La présence sur les lieux de regroupement de jeunes nous a permis de repérer 30 jeunes en difficulté d'insertion sociale et professionnelle.

Nous poursuivons le travail de Développement Social Local : mise en place du CEL, accompagnement des emplois jeunes, soutien à l'Espace Jeunes et au tissu associatif.

SEPTÈMES les VALLONS

Nous intervenons sur l'ensemble du territoire avec une attention particulière pour la cité de la Gavotte Peyret qui présente des indices de précarité préoccupants.

Accompagnement Educatif : 33 jeunes (9 F et 24 H)

Problèmes rencontrés

Comportement(31 jeunes)

Familiaux(28 jeunes)

Emploi formation scolarité(26 jeunes).

16 familles mobilisées

Actions collectives menées :

Bourse à l'apprentissage à la mission locale de Gardanne

8 sorties équestres et piscine

2 sorties à la journée jeunes et familles

Formation AFPS (5 jeunes)

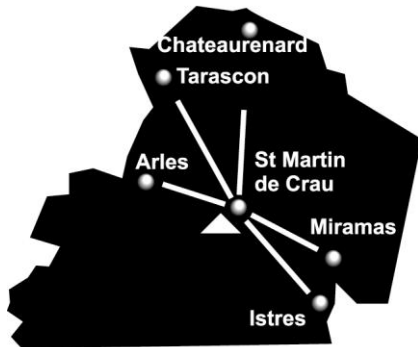
3 sorties culturelles (11 jeunes)

Au niveau des chiffres :

Sur l'ensemble du Service Pays d'Arles, on note un net rajeunissement de la population jeunes, le public filles est en augmentation

Par ailleurs, le nombre de jeunes en accompagnement éducatif a baissé. Cela s'explique par un manque de personnel lié soit à des problèmes de santé ou à des mutations.

Arles
Chateaufrenard
Istres
Miramas
Tarascun
St Martin de Crau

**base de direction**

rue du Prélude
13310 - St MARTIN de CRAU
Téléphone : 04 90 47 42 40
Télécopie : 04 90 47 21 63

responsable :

Denise Cubas

ARLES**Aspects positifs...**

L'addap13 est bien reconnue par rapport à ses missions aussi bien de la part des jeunes que des partenaires.

La reprise économique du Pays d'Arles nous a permis de moins travailler dans l'urgence sur l'emploi des jeunes.

Le dispositif TRACE a permis de trouver des solutions pour les jeunes, en cohérence avec la Mission Locale et la Direction Départementale de la Jeunesse.

Le développement social s'est nettement amélioré dans les quartiers, notamment avec les associations de jeunes.

Présence dans la commission de l'Habitat avec le Pôle Logement, une commission d'attribution s'est créée autour des 2 logements addap13, la Résidence d'Alembert, le Service de l'habitat.

Difficultés

Grande précarité :

1 800 Rmistes - 5 000 demandeurs d'emplois
3 000 ménages vivent avec des minima.

Le sentiment d'insécurité fait que l'addap13 est très sollicitée au niveau des incivilités que font les jeunes sur la ville.

On note une grande consommation d'alcool chez les plus jeunes (12/16 ans).

Actes d'incivilités commis par les pré-adolescents au collège.

Toujours pas de poste B sur Barriol (poste vacant depuis 2 ans). Le Centre Social du Trébon n'a toujours pas de directeur.

Points à améliorer

Le travail avec les centres sociaux s'est nettement amélioré. En revanche l'accueil et la prise en compte des jeunes en grande difficulté restent problématiques pour les centres sociaux (manque de formation du personnel).

Le public féminin est en hausse en Arles, un réseau partenarial reste à développer (PMI, planning familial...).

Perspectives

Développer le travail avec les familles

Formaliser le travail avec les collègues au travers de conventions partenariales.

Intensifier le travail en équipe en créant un espace d'échanges.

VILLE DE CHATEAUFRENNARD

En poste depuis janvier 2001, l'éducatrice prend connaissance de la ville de Châteaufrenard. Entre ville et village, il se joue ici une multitude d'évolutions.

La nouvelle municipalité s'engage dans la mise en place d'un CLS, d'un CTL, d'un CEL.

L'orientation vers la création d'un Pôle Jeunesse, le rapprochement des structures existantes au travers de projets en partenariat : un ensemble de démarches qui tendent à montrer un souhait de réflexion autour de la jeunesse.

Reste cependant à recentrer régulièrement le lien entre professionnels, afin d'avancer chacun dans un même rythme, vers des objectifs communs, tout en gardant chacun son champ d'interventions.

Les difficultés toujours existantes sont celles autour des primo-arrivants et du travail avec l'Education Nationale (le collège Roquecoquille).

VILLE D'ISTRES

En 2001, l'action de l'équipe addap13 s'est poursuivie sur deux des trois axes fondamentaux : accompagnements éducatifs et participation aux dispositifs de Développement Social Local.

En revanche, en ce qui concerne la présence sociale, le départ d'une éducatrice (en 2000) très active dans ce domaine et chargée plus particulièrement des quartiers sud a entraîné un net retrait dans ce domaine.

Le domaine de la présence sociale sur les quartiers sud et sur le quartier des Echoppes a

commencé à être investi de manière très active par le nouvel éducateur arrivé en octobre.

Les domaines que nous avons déjà commencés à investir à partir de cette présence sociale et que nous comptons développer sont les suivants :

Travail avec les animateurs des centres sociaux et les animateurs sportifs de proximité en direction d'une population de jeunes de 14-18 ans,

Travail avec les collègues, ce qui nous permettra là aussi de «rajeunir notre public».

VILLE DE MIRAMAS

CCPD et Contrat Local de Sécurité créés en fin d'année, mais nous ne sommes ni sollicités, ni associés.

Absence de commission jeunes pour encadrer le Poste B et absence d'un dispositif de coordination institutionnalisé en faveur des actions engagées en direction des jeunes.

Nous constatons la perte de crédibilité des dispositifs mis en place par les structures agissant en matière d'insertion professionnelle auprès de la population jeunes. Le dispositif TRACE, notamment, ne semble pas remplir les fonctions attendues.

Aucun logement social adapté à la population jeune. Pas d'accueil d'urgence ou de foyer de jeunes travailleurs. Le foyer SONACOTRA n'a donné aucune suite à la proposition de convention que nous avions proposée d'élaborer ensemble. La commission CCAS sur le logement n'a plus fonctionné depuis les élections municipales ; cependant le CLLAJ d'Istres devrait s'étendre à Miramas pour 2002. L'addap13, quant à elle, a ouvert comme prévu un appartement relais qui fonctionne à plein depuis sa création.

Depuis les élections municipales, les projets de création d'un espace Santé Jeunes et d'un Observatoire Local de la Santé ont été abandonnés.

Population de Miramas : 24 000 habitants.

Jeunes en accompagnement éducatif :

42 (23 filles, 19 garçons).

VILLE DE ST-MARTIN-DE-CRAU

La commune ne se distingue pas par une délinquance importante, statistiques officielles et sentiment développé par les personnes interrogées sont en concordance.

Les regroupements de jeunes ne sont pas considérés comme une menace, mais comme un état de fait.

Une Maison du Citoyen a été créée (permanences, consultations juridiques et administratives : avocats, conciliateurs, APERS, SPIP, PJJ, etc.).

Un Contrat Local de Sécurité a été signé. Les grands axes de travail sont :

- la sécurisation du territoire et des lieux sensibles avec, nous concernant, une structure de veille sur les situations liées à la sécurité,
- coordination du CCPD et du CLS,
- renforcer l'accès au droit et l'aide aux victimes,
- développer les actions d'éducation à la citoyenneté,
- prévention et traitement de la délinquance des mineurs,
- renforcer la responsabilité des parents.

Une attention particulière doit être apportée à la lutte contre l'alcoolisme et les substances psycho-actives.

VILLE DE TARASCON

Tarascon est une ville située dans le Nord du Département. Elle est au carrefour de trois grandes villes (Arles, Avignon et Nîmes) et de trois départements différents (Bouches-du-Rhône, Vaucluse et Gard).

L'année 2001 aura vu le TGI, le Tribunal de Commerce et le commissariat maintenus, alors qu'ils étaient voués à être transférés. En revanche, l'avenir de la gare SNCF est aléatoire. Celle-ci est, cependant, primordiale pour les personnes n'ayant pas de véhicule (formations et travail en Arles, Avignon, etc...).

L'intercommunalité avec Beaucaire (Gard) ne verra pas le jour, elle se fera avec le Pays d'Arles (Bouches-du-Rhône).

En 2002, la PAIO entre dans la Mission Locale. Des médiateurs sociaux sont embauchés afin de mieux répondre aux attentes de la population jeune.

Le quartier des Ferrages et le centre ville s'enfoncent de plus en plus, les incivilités et dégradations sont en constante augmentation.

Points positifs :

Création du Pôle Jeunesse regroupant toutes les activités destinées aux jeunes,

Les commissions CLS permettent un meilleur échange d'informations,

Le collège de plus en plus ouvert vers l'extérieur,

Ouverture d'un deuxième logement relais par le Pôle Logement addap13.

Points négatifs :

Peu de logements disponibles à loyer modéré,

Peu d'intervenants sur le terrain,

La tension montante, suite à l'incarcération de plusieurs jeunes, a conduit à un affrontement entre un groupe de jeunes et la police avec l'intervention de l'UPU sur le quartier des Ferrages.

Un seul poste addap13 sur la commune (sollicitations des partenaires sur tout : SDF, délinquance, jeunes de plus de 25 ans).

Perspectives 2002 :

Le passage de la PAIO en Mission Locale permettra un meilleur partenariat, puisque plus de moyens.

Plus de personnels sur le terrain : l'embauche de deux animateurs sur le Pôle Jeunesse et de neuf emplois-jeunes en médiation sociale sur la ville permettra à l'addap13 de se recentrer sur ses missions de prévention spécialisée,

Embauche par l'APSTAPTE d'un intervenant de terrain en toxicomanie,

Chantier de rénovation des parties communes du quartier des Ferrages avec dix jeunes rémunérés.

	Arles	Château	Istres	Miramas	SMC	Tarascon	Total
Nbre de jeunes suivis	130	23	50	42	48	33	326
Cumul de risques sociaux	53	9	126	26	19	10	243
INDICATEURS D'ACTION EDUCATIVE							
AIDES OBTENUES	39	28	67	37	8	25	204
JEUNES en CHANTIERS					9		9
EMPLOI / FORMATION (Nbre orientations)	44	11	24	22	16	11	128
FAMILLE (suivis)	17	7	20	9	9	4	66
HEBERGEMENT, LOGEMENT	25	8	41	33	8	15	130
JUSTICE (Nbre de suivis)	36	2	15	15	12	4	84
SANTE (Nbre orientations)	50	15	19	0	6	7	97
SCOLARITE (Nbre de suivis)	53	4	9	3	4	0	73

MARTIGUES – PORT DE BOUC

«..... L'accès à l'emploi, l'égalité des chances pour tous, le développement de la citoyenneté et le développement durable sont les axes forts présentés aux partenaires du contrat de ville Martigues / Port de Bouc. »

Le contrat de ville inscrit dans la dimension intercommunale a placé l'emploi sur un axe prioritaire. La Mission Locale draine un nombre important de jeunes sur l'activité de formation et d'accès à l'emploi (TRACE) et a vu au cours de l'année son action complétée par le dispositif «Emploi-insertion» s'adressant aux plus de 25 ans chômeurs de longue durée, bénéficiaires du RMI ou sortis du dispositif TRACE sans solution.

Les centres sociaux fortement implantés sont placés au cœur de l'action sociale locale. Ils constituent un point d'appui pour l'intervention de Prévention Spécialisée.

La vie locale dans les quartiers, présente des manifestations non négligeables (squat de cave, économie parallèle, règlement de compte, dégradation et phénomènes de violence dans les bus) qui exacerbent le sentiment d'insécurité au nom duquel les équipes sont interpellées. Ces actes sont connus et analysés par l'équipe.

Le sport est le principal vecteur d'activités. La pratique du Futsal mobilise un grand nombre de jeunes. Initiée à Martigues à partir d'une forte implication de l'addap13 et des centres sociaux, cette discipline prend en compte les aspects d'engagement citoyen et associatif. Elle se développe très rapidement à Port de Bouc (championnat jeune) mais nécessitera très rapidement une forme de structuration plus large. Les acteurs locaux inscrivent cette pratique dans un brassage social et géographique.

Classée en ZEP, la ville de Port de Bouc bien que bénéficiant d'un dispositif relais regroupant un large partenariat voit l'augmentation des exclusions scolaires liée à des comportements sociaux.

Sur le plan de la santé, les services hospitaliers notent une augmentation marquante du nombre de tentatives de suicide (3 par jour en 2001) et une aggravation de la souffrance psychique chez les jeunes pour qui une démarche de soin reste complexe à mettre en oeuvre.

Le renouvellement de l'équipe en 2001 (50% à Martigues, 75% à Port de Bouc) a permis d'engager une nouvelle dynamique. Parallèlement, il est important de prendre en compte le temps nécessaire à la reprise d'une intervention.

PORT SAINT LOUIS

« ... Les principaux axes qui ont fondé le contrat de ville 2000-2006 ont guidé l'action de la politique de la ville. Ils doivent faire progresser l'intégration économique sur le territoire de la ville ; améliorer l'insertion sociale à travers le développement de la vie associative ; améliorer les conditions de vie dans les quartiers »

Le nombre considérable d'associations (plus de 100) s'explique par le caractère quasi insulaire de cette ville. Le besoin de se regrouper, comme pour faire face à cet isolement, génère une vie locale très dynamique. Cependant la population, et particulièrement les jeunes, souffrent de cette distance avec ce qu'ils considèrent comme des lieux de vie et d'animation : Arles, Martigues...

Associé à des problèmes de mobilité l'accès à l'emploi est un axe de travail fort pour les dispositifs locaux : Mission Locale, Anpe, Form'action...

Le centre social draine une part importante des jeunes de la ville mais se heurte à des difficultés de gestion interne (choix d'orientation, dysfonctionnement associatif)

Le phénomène d'isolement développe, pour une part de la population, des modes de survie économique liés à l'activité maritime mais surtout un repli sur soi caractérisé par des conduites de dépendance (alcool chez les adultes, cannabis et autre drogue plus dure chez les jeunes). Cette

problématique pose la question de la cohérence des réponses locales et a vu au cours de l'année la mise en route d'un réseau santé.

Les problématiques s'expriment par une difficulté à s'inscrire sur un parcours d'insertion soit par la voie scolaire, soit par celle de la formation pour accéder à un emploi.

Qu'elles soient d'ordre individuel (troubles du comportement, conduite à risque; délinquance) ou étroitement liées à un contexte familial défavorable (carence, rupture, violence) les difficultés repérées par les équipes éducatives induisent aussi souvent que possible un travail de médiation avec la famille et l'école pour les jeunes encore scolarisés ; avec les ressources et dispositifs permettant d'accéder à la qualification et à l'emploi pour les plus âgés.

La thématique santé et plus précisément les difficultés d'ordre psychologique expliquent le repérage d'une part importante de risques liés au comportement. Cette dernière thématique vient confirmer la nécessité d'un travail de diagnostic, d'accompagnement et de soutien à partir de la famille (115 familles sollicitées).

Pour les plus âgés, le travail éducatif consiste à accompagner dans la recherche d'un équilibre entre vie sociale, vie familiale et démarches d'insertion. **Le recours à un soutien psychologique s'avère indispensable mais reste difficile à mettre en oeuvre.**

Une problématique «d'errance sociale» est repérée chez les jeunes de 18/25ans. Leur situation s'exprime par une difficulté de choix et de mobilisation face à des questions multiples dont celle du logement qui peut être à la fois une solution mais aussi un problème quand le jeune n'est pas suffisamment autonome.

Les conditions posées par les dispositifs locaux ne permettent pas toujours d'apporter une réponse à ces jeunes dont le besoin oscille entre une forme d'accueil éducatif spécifique et une prise en charge CHRS (16 jeunes sans solution de logement sur les 3 villes).

Martigues : 6 points de travail
Port de Bouc: 1 point de travail
Port St Louis : 4 points de travail



base de direction ▲
14, quai Kléber
13500 - MARTIGUES
Téléphone : 04 42 49 39 50
Télécopie : 04 42 49 29 34

responsables :
Nabil Germanos
Jacques Abehssera

	Martigues	Port de Bouc	Port St Louis	Total
Nbre de jeunes suivis	183	134	45	362
Cumul de risques sociaux	58	407	0	465
INDICATEURS D'ACTION EDUCATIVE				
AIDES OBTENUES	104	42	3	149
JEUNES en CHANTIERS	2	5		7
EMPLOI / FORMATION (Nbre orientations)	101	17	10	128
FAMILLE (suivis)	81	46	20	147
HEBERGEMENT, LOGEMENT	27	23	5	55
JUSTICE (Nbre de suivis)	57	40	10	107
SANTE (Nbre orientations)	31	37	21	89
SCOLARITE (Nbre de suivis)	61	70	7	138

Améliorations notables Martigues

L'installation de la base de service au centre ville de Martigues permet un positionnement plus central de l'addap13 et une meilleure visibilité.

Confirmation d'un partenariat fort et clairement défini avec la Mission Locale

Structuration et développement de l'Association sportive de Canto Perdrix permettant de clarifier les missions des différents partenaires (addap13, Centre Social)

Meilleure visibilité de l'addap13 au vu des interpellations et des actions partenariales (Centres sociaux, public 13/18 ans, jeunes en grandes difficultés).

Evolution positive du passage de relais de l'action «soutien à la fonction parentale» vers le Centre Social J.Méli ; et par l'émergence d'un groupe de parents relais.

Baisse de la pression exercée par les jeunes sur le climat général de la cité de Croix Sainte.

Points à améliorer et perspectives Martigues

Relations inter-institutionnelles entre l'addap13 et la ville de Martigues à formaliser.

Baser l'action « Escalade à Martigues » sur un lieu fixe afin de démarrer l'atelier d'art thérapie.

Structurer l'organisation de l'intervention éducative.
Décloisonner les différentes approches du travail social

Développer des relations avec le dispositif Classe Relais

Réaliser un diagnostic sur la présence et l'utilisation du centre ville par les jeunes.

Contribuer à structurer, développer et promouvoir le Futsal en partenariat avec les Centres Sociaux et l'équipe du contrat de ville (Martigues / Port de Bouc).

Reprendre l'intervention sur le quartier de Boudème après un an d'interruption.

Améliorations notables Port de Bouc

Reconnaissance de l'intervention de l'addap13 sur les quartiers de Tassy-Bellevue, Amarantes et Aigues douces par les jeunes (groupe filles aux Amarantes) et les familles ainsi qu'au niveau du partenariat avec les Centres sociaux (Jacques Brel, Nelson Mandela et Fabien Menot).

Reconstruction de liens entre jeunes des Aigues douces et la mission locale

La réhabilitation a permis au Centre Social Fabien Menot d'obtenir des moyens supplémentaires

Arrivée d'un nouveau poste B au centre social Fabien Menot

Améliorations & perspectives Port de Bouc

Relations inter-institutionnelles entre l'addap13 et la ville à formaliser (CCPD, CLS, Equipe opérationnelle du contrat de ville); lisibilité et visibilité à partir des principes qui régissent la Prévention Spécialisée.

Permettre à l'équipe de développer l'intervention à partir d'un local d'équipe (pas de local en 2001).

Poursuivre le travail de rapprochement entre les jeunes et la Mission locale.

Contribuer à la prise en compte de la communauté gitane.

Positionner et maintenir l'addap13 sur une approche éducative (rapport à la loi) au sein de l'AGALC (Association de Gestion et d'Animation des Locaux des Comtes) et auprès des partenaires qui la constituent : Centre social Tichadou, Logirem, UPU, équipe opérationnelle contrat de ville.

Inscrire l'addap13 dans le dispositif «Médiateurs des collèves» (4 postes emploi-jeunes) initié par le Conseil Général, le sous-préfet à la ville et l'Education Nationale, l'objectif étant d'établir une médiation sociale entre les jeunes aux abords des 2

collèves de la ville, les responsables des collèves, et les partenaires sociaux.

Mettre à plat les relations entre l'addap13 et le Centre Social Tichadou.

Améliorations notables Port Saint Louis

Le passage d'une éducatrice à plein temps sur l'équipe a permis d'augmenter l'investissement sur des actions jeune en partenariat avec le centre social.

Evolution positive des représentations des missions de l'addap13 et du travail partenarial qui permet de développer et d'envisager une concertation plus large.

Améliorations & perspectives Port St Louis

Etablir des liens avec le collège Robespierre.

Améliorer la lisibilité de l'addap13 par une capacité à porter et à faire valoir un regard spécifique sur le mode de vie des jeunes (comportement, regroupement...).

Mettre en oeuvre l'action d'accompagnement éducatif liée au logement suspendue au début de l'année 2001 faute d'appartement.

Trouver les moyens de réaliser l'action « Jeunes acteurs sociaux » non retenue dans le cadre de la campagne DSU 2002.

Porter une attention particulière à la possibilité de modification du statut du centre social Robert Mathieu (associatif → municipal).

POLE ACCOMPAGNEMENT A L'EMPLOI

Pour 2001, le Pôle accompagnement est composé du directeur de service, d'une secrétaire à mi-temps et des accompagnateurs à l'emploi (4/Pole 13 Marseille, 1/Pole 13 Arles, 1/Plie Marseille, 1/TRACE Vitrolles, 1/TRACE Martigues)

Pour cette année 2001, il est à noter une augmentation importante du nombre de bénéficiaires pris en compte dans les 2 dispositifs Pole 13 et Plie Marseille.

Pour les 6 accompagnateurs, le nombre de personnes ayant bénéficié d'une prestation accompagnement du fait de l'addap13 est passé de 332 en 2000 à 418 en 2001.

Le nombre de bénéficiaires en situation de réussite et en ce qui concerne l'addap13 (données Pole 13 et Plie Marseille cumulées) est de 149 soit 35,60% des bénéficiaires en suivi.

Il est à souligner que les éducateurs de prévention de l'addap13 adressent de plus en plus de jeunes ou de familles vers les dispositifs Plie et Pole ; ce phénomène est surtout visible sur les services Nord, Sud, Pole 13 et Plie.

Il n'en demeure pas moins que l'articulation entre service addap13 et accompagnateurs emploi est sous utilisée en terme de ressources complémentaires.

Nous constatons également dans les 3 dispositifs Plie, Pole 13 et Trace :

↳ une féminisation accrue des files actives

(en 2001, 64,60% sont des femmes)

↳ des bénéficiaires de plus en plus confrontés à des problèmes sociaux multiples et, de ce fait, qui sont moins psychologiquement en situation d'accès à l'emploi a priori.

↳ un appel aux accompagnateurs addap13 plus spécifique pour les bénéficiaires les plus en difficulté.

↳ une réalité sociale et économique qui varie selon les lieux de mission des accompagnateurs, en fonction des ressources disponibles sur place. Ceci explique des résultats non homogènes en matière d'insertions réussies (bassin d'emploi, maillage social, existant ou non...).

En ce qui concerne le dispositif TRACE :

Vitrolles :
Actuellement nous sommes en fin de convention 2000

27 jeunes en suivi. 11 parcours réussis, 7 jeunes poursuivent un parcours vers l'emploi
Nouvelle convention Vitrolles : entrée de 22 jeunes au 15/12/01, file active complète

Martigues :
Convention 2001 ; phase de recrutement de 12 jeunes en fin de recrutement de la file active
Pour 2000, sur les 15 jeunes, 5 sont encore en situation de suivi et devrait être définitivement positionnés en emploi ou formation début 2002

	2000	2001
Insertions réussies consolidées	42	79
Insertions réussies : Personnes en emploi de sortie	34	18
Parcours réussi : En attente d'emploi de sortie	22	39
Insertions choisies atypiques réussies	3	13

POLE LOGEMENT

Aspect qualitatifs :

L'année 2001 est la première année de fonctionnement du Pôle Logement.

Elle nous a permis de poser les bases de fonctionnement adapté aux besoins des équipes de Prévention Spécialisée : Cohérence avec les textes de loi (arrêté du 4/7/72 et loi contre les exclusions), amélioration des conditions d'hébergement des jeunes, organisation du partenariat opérationnel, développement du parc locatif hors Marseille et recherche d'autonomie financière (hors crédits d'Aide Sociale à l'Enfance) peuvent résumer l'ensemble de nos travaux pour 2001.

A la croisée des différentes logiques du marché du logement, des différentes réalités communales et des difficultés psychologiques et sociales des jeunes pris en compte par la Prévention Spécialisée, l'efficacité et la pérennité de l'action d'insertion par l'habitat dépendent de plusieurs facteurs :

Collaboration rapprochée avec les équipes éducatives de Prévention Spécialisée.

Structuration du partenariat avec les acteurs sociaux des communes.

Partenariat formalisé avec les bailleurs .
Articulation avec les autres dispositifs liés à l'habitat.

Développement de formules complémentaires
Soutien des partenaires institutionnels et financiers.

Autant de points mis en chantier en 2001 et qu'il reste à affiner en 2002.

Aspects quantitatifs :

Implantation des logements temporaires (fin 2001) :

Marseille :2 Port de Bouc : 1
Port St Louis : 1 Saint Martin de Crau : ... 2
Arles :2 Miramas : 1
Tarascon :2 Châteaurenard : 1

Total : 12 dont 60% dans le Parc Public et 40% dans le Parc Privé.

En 2002, nos efforts se concentreront sur l'accroissement du nombre de logement à Marseille.

Résultats :

Nombre de jeunes hébergés : 23

Durée moyenne d'hébergement : 8 mois

Filles : 57 %

Garçons : 43 %

Âges :

18-20 ans : 18 %

21-25 ans : 82 %

Orientations en fin de contrat :

A - objectifs éducatifs et sociaux atteints :

83% se découpant ainsi :

- accès au logement de droit commun : ..62 %

- hébergement collectif : 4 %

- retour en famille : 17 %

B - rupture de contrat : 13 %

C - sans solution : 4 %

Ces résultats témoignent de l'intérêt de cet outil, de cohésion sociale, dès lors qu'il est conçu comme l'un des maillons indispensables au projet de vie d'un jeune.

C'est pourquoi, nous espérons gérer 17 logements temporaires en 2002, étudier la question de l'hébergement d'urgence et des baux glissants.

POLE SPORT

L'année 2001 se caractérise par de profondes mutations...

Les projets maintenus et leurs évolutions

Seize de nos jeunes, sensibilisés aux métiers du sport ont encore cette année géré la table du PLANETE 13. Le Pôle Sport assure le recrutement, la formation et la gestion du groupe de jeunes, le Comité 13 de Basket se chargeant de leur rémunération.

Les organisateurs du Marseille - Cassis ont pu nous offrir cette année les dossards pour l'ensemble du groupe (25 participants). Le Pôle Sport et le Service Sud ont assuré l'accueil de nos coureurs et de ceux du projet ADEQUATION addap13 / E2C.

Plus de quarante jeunes ont participé aux stages multi-sports du CONSEIL REGIONAL. Une articulation avec les stages du CONSEIL GENERAL sera mise en place courant 2002.

Les chéquiers SPORT-ETE 13 : le CONSEIL GENERAL nous sollicite pour participer à l'amplification de ce projet.

Nous sommes désormais, un référent technique incontournable et une force de proposition écoutée par le CONSEIL GENERAL et les COMITES SPORTIFS.

L'organisateur de l'OPEN 13 est revenu nous solliciter pour nous confier l'organisation et la gestion des parkings du tournoi. Comme en 1999, nous avons recruté pour ce travail, 22 jeunes de l'ensemble de Marseille et d'Aix.

En ce qui concerne 2002 c'est le Service Centre qui prendra le relais, dans le cadre du même accord partenarial avec l'organisateur.

Les projets nouveaux les mutations

Le CONSEIL REGIONAL nous a soutenu financièrement sur une quinzaine de projets locaux, et en quelques jours l'ensemble des éducateurs concernés ont été opérationnels pour mener les actions dès les vacances d'automne. Coordination et soutien ont été assurés par le Pôle Sport, les Responsables de Service et les Educateurs.

Quatre grands thèmes :

Le développement des sports collectifs

Un partenariat de proximité élargi

Les problématiques des jeunes filles

Entraînements et rencontres de proximité

Les activités multi-sports de pleine nature

En partenariat avec les collègues et sous la responsabilité d'éducateurs sportifs diplômés d'état pour chaque discipline pratiquée.

Les activités nautiques en piscine

Apprentissage de la natation et pour les nageurs confirmés formation 'surveillant de baignade' qui permet d'encadrer les sorties d'été organisées dans leur quartier.

Le soutien aux petites associations existantes pour développer et pérenniser leurs structures sportives ou de loisirs.

Les sollicitations nouvelles

Réflexions sur les thèmes : les jeunes, le sport, l'insertion & le développement social local

- Colloque sur les 10 ans du DSU

- Journées régionales de Profession Sport 13

- UFR STAPS Luminy licence et DEUG 2

- Journée de formation des permanents de la politique à la ville

- DESS de Management de l'IEP

- Développement des Chéquiers Sport-Eté 13 du CONSEIL GENERAL

- reconduction de certaines interventions et ouverture à d'autres organismes comme le CDOS sur les CAS, le Ministère de l'équipement sur l'espace sportif urbain ...

BASE NAUTIQUE

L'année 2001 se concrétise par 3 axes de travail :

- Chantiers éducatifs

- Activités nautiques en juin, juillet et août

- Rénovation de l'Infirmier du Frioul

Chantiers de l'Infirmier de Pomègues

Sous contrôle de l'Architecte des bâtiments de France.

Outre l'acquisition de gestes professionnels, le chef de chantier (éducateur spécialisé) cherche à faire acquérir aux jeunes des règles de ponctualité, d'hygiène et de sécurité, de vie et de travail en équipe, ainsi que l'acceptation de l'autorité. Ces acquis leurs seront indispensables quand, pour certains, à l'issue des chantiers FRIOUL, ils se retrouveront en situation réelle de travail.

Les jeunes qui ont participé aux chantiers résidaient essentiellement sur Marseille. L'absence d'hébergement dans les locaux et les déplacements posent actuellement trop de difficultés aux services extérieurs à Marseille.

Les chantiers se sont déroulés sur des périodes de cinq jours, et ont permis de mettre **54 jeunes en situation de travail**

Soit 258 journées/jeunes

Activités nautiques

Les activités de la Base Nautique se sont déroulées du 18 juin au 31 août 2001, ouvertes, cette année, aux Centres Sociaux, Maison de Quartiers, Centre de Sanderval, et Associations partenaires de l'addap13.

Les intervenants sportifs ont accueillis 565 jeunes, dont 144 filles :

487 jeunes encadrés par un éducateur addap13, 78 jeunes encadrés par une structure partenaire.

Cette expérience nous conduit à proposer début 2002, aux structures extérieures et aux utilisateurs de la Base Nautique, une formation sur les règles de sécurité et administratives,

dispensée gracieusement par la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports, nous demanderons également à un homme de loi d'intervenir.

Rénovation de l'Infirmier de Pomègues

Un stage de pré-qualification :

La réhabilitation de la bâtisse de l'Ancienne Infirmier de Pomègues, Iles du Frioul, concernera 30 postes jeunes, (septembre 2002 à fin mai 2003).

L'ACPM, organisme de formation sera le partenaire support préconisé par l'Architecte des Bâtiments de France.

La Fédération des Compagnons des Métiers du bâtiment assurera la formation au métier de tailleur de pierres, et la fabrication et la pose des huisseries, en liaison avec notre architecte, ainsi qu'avec l'Architecte des Bâtiments de France.

Programmation des travaux :

La programmation vise la restauration complète de l'Infirmier de Pomègues et la mise en valeur de son proche environnement dans le respect de la protection des Monuments Historiques, avec pour objectif éducatif, la mise en situation de travail des jeunes, l'acquisition de savoir-faire et de savoir-être, compatibles avec leur inscription dans un cursus de formation, voire d'emploi.

Les priorités de rénovation :

Réfection des toitures & des façades

Réfection des entourages de portes & fenêtres & des huisseries

Durée / calendrier

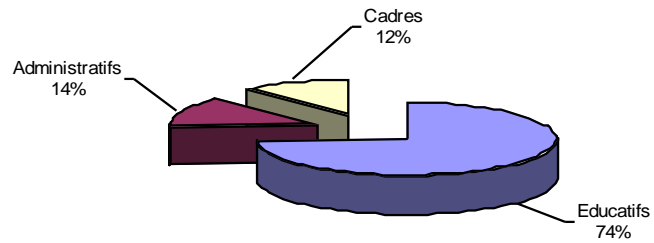
Deux périodes de chantier consécutives seront indispensables, hors des périodes d'été, (de juin à fin août).

6 jeunes seront présents sur le chantier, encadrés par le formateur et 3 jeunes seront en stage en entreprise.

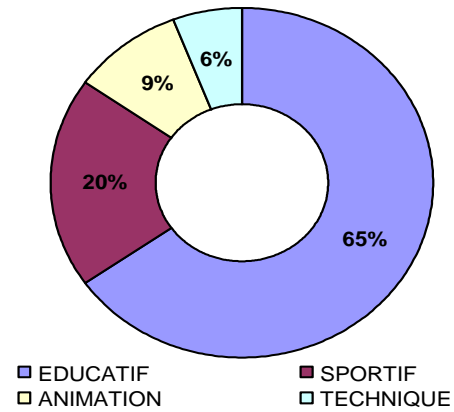
Le second stage de qualification débutera le **1^{er} septembre 2003 pour s'achever le 30 mai 2004**

Bilan Social

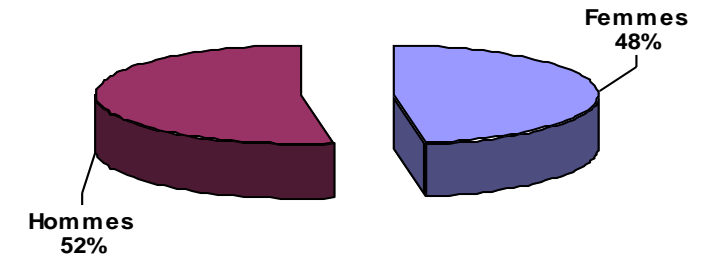
2001 : Catégories de Personne



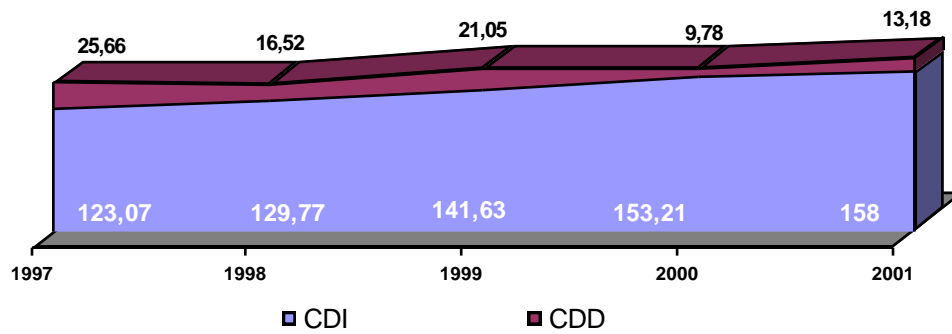
Répartition du Personnel Educatif - 2001



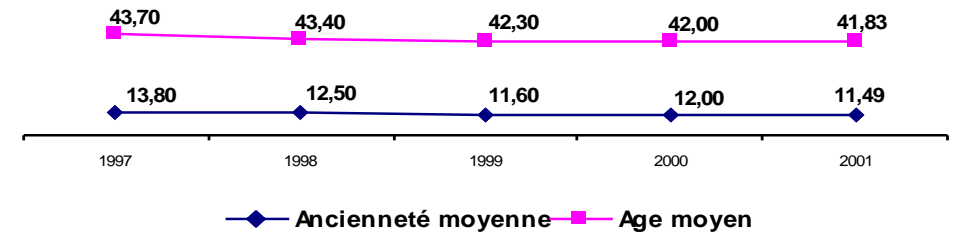
Répartition par Sexe



Evolution des postes CDD-CDI



Personnel en CDI : Ancienneté moyenne



Le présent bilan a été réalisé à partir de documents internes à l'addap13, remplis par l'éducateur et validés par les cadres des services.

Ces documents sont :

a) La Fiche Jeune

Tout jeune faisant l'objet d'un Projet Educatif (suivi/accompagnement).

Elle comprend une partie exposant les problématiques rencontrées par le jeune et une partie exposant les actes éducatifs (et leur évolution) posés par l'éducateur en fonction naturellement du Projet Educatif mis en œuvre. Cette fiche est mise à jour avec le cadre plusieurs fois par an.

b) Le Recueil Statistique :

Il regroupe les éléments quantitatifs reprenant l'ensemble des problématiques, entrées dans les Fiches Jeunes et classées par arrondissements, communes et services addap13.

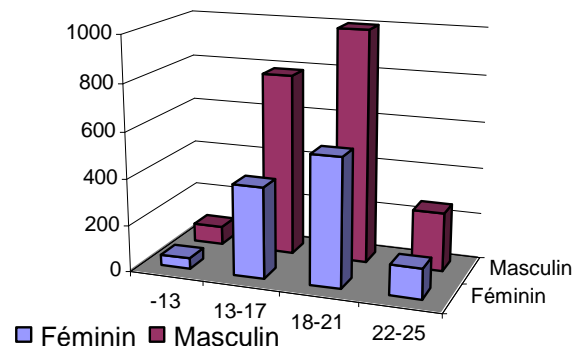
c) Les Indicateurs d'Action Educative :

Ils regroupent l'ensemble des actes éducatifs cités dans les fiches jeunes, classés par champ d'intervention (scolarité, famille, emploi-formation, santé...).

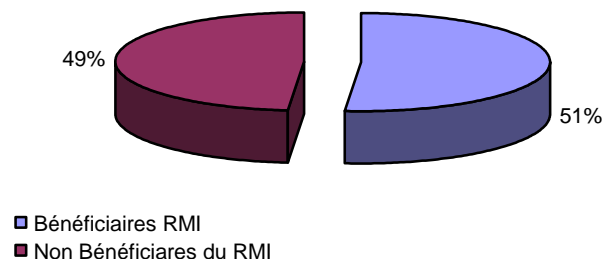
Ces indicateurs sont soit individuels soit collectifs (action en groupe, développement et état du partenariat)

Action Educative

2001 - Suivis éducatifs (âges et sexe)



2001 - Pourcentage de familles RMI impliquées dans le Projet Educatif de leur enfant



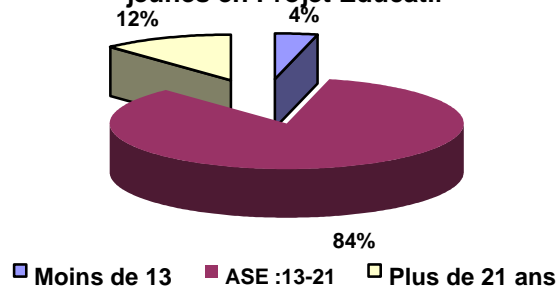
Le nombre de famille relevant du RMI impliquées dans le projet éducatif de leur enfant est en nette augmentation. Cette tendance est observable sur l'ensemble des services de l'addap13

Le nombre de jeune en projet éducatif est stable/2000 : 3226 (2001) contre 3195(2000).

La tendance au rajeunissement du public se confirme.

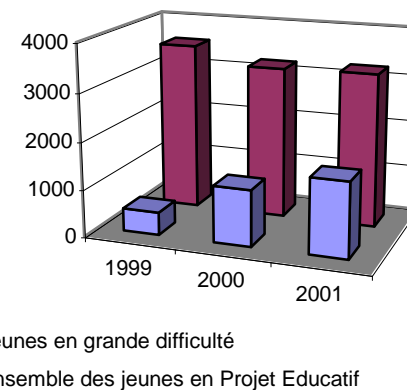
Le nombre des moins de 13 ans ayant doublé alors que celui des plus de 21 ans tend à baisser (-13%).

2001 - Proportion du public ASE par rapport à l'ensemble des jeunes en Projet Educatif



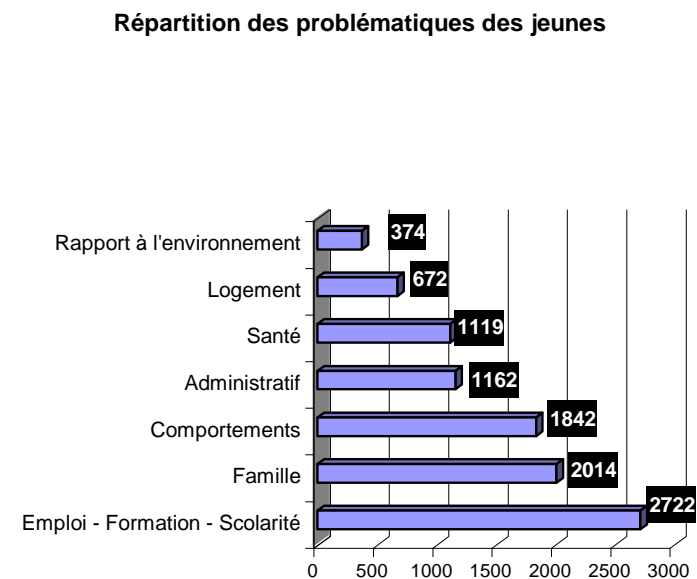
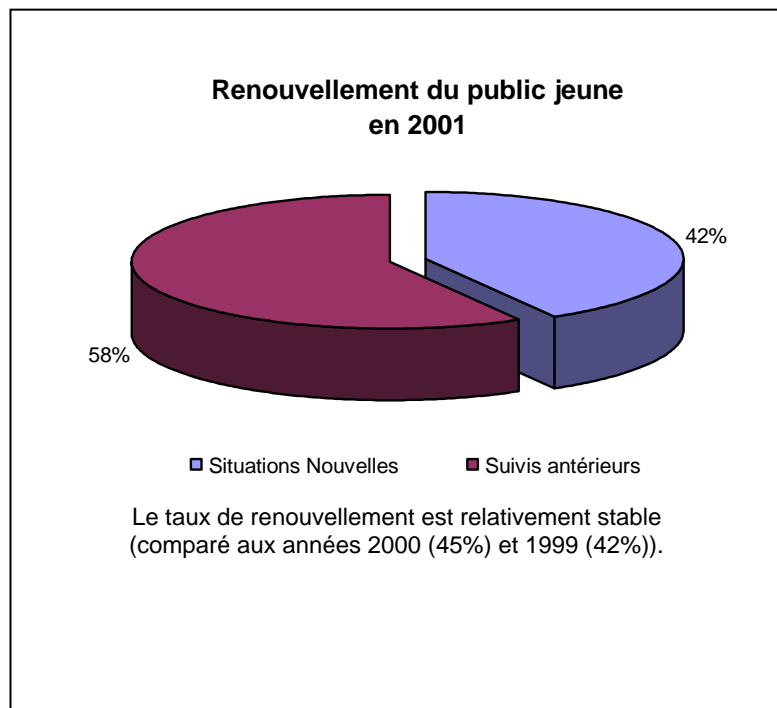
Le public âgé de moins de 21 ans représente 88% des Projets Educatifs. Les plus de 21 ans sont principalement des jeunes nécessitant la poursuite d'un suivi engagé avant cet âge compte tenu de l'absence de dispositifs spécifiques.

Evolution 1999-2001 des jeunes en Projet Educatif



Depuis 1999, le nombre de jeunes cumulant 4 critères de risques sociaux a été multiplié par 3,3 (480 en 1999, 1179 en 2000 et 1573 en 2001) . **Si le nombre total de jeunes reste relativement stable en valeur absolue, il semble se constituer un noyau de plus en plus important de jeunes en grande difficulté.** De fait les traitements des situations rencontrées sont plus complexes donc plus longs.

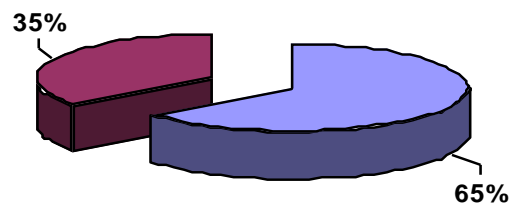
(Voir les différents tableaux Action Educative)



Emploi-Formation-Scolarité sont les préoccupations majeures des éducateurs dans un contexte économique qui n'a pas particulièrement favorisé notre public.

Les difficultés familiales restent étroitement associées aux troubles du comportement des jeunes suivis. Ces problématiques constituent le cœur de notre intervention.

Action éducative et scolarité - 2001

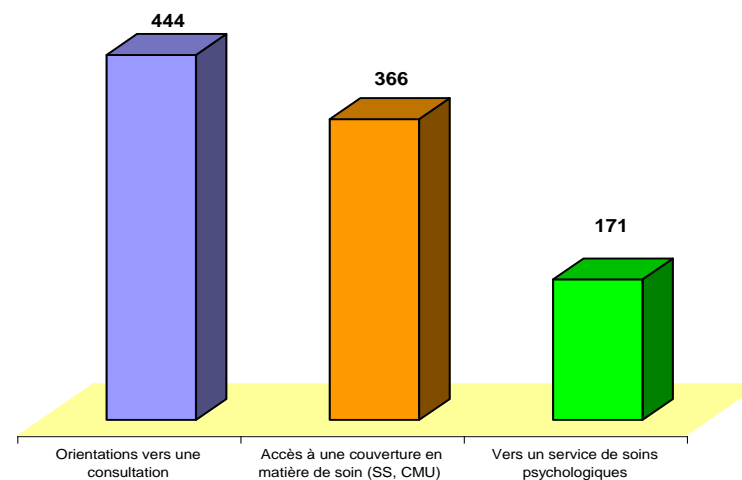


- Jeunes en situation de rupture ponctuelle ou permanente ayant réintégré l'institution scolaire ou un dispositif d'insertion
- Jeunes sans solution sur le plan scolaire

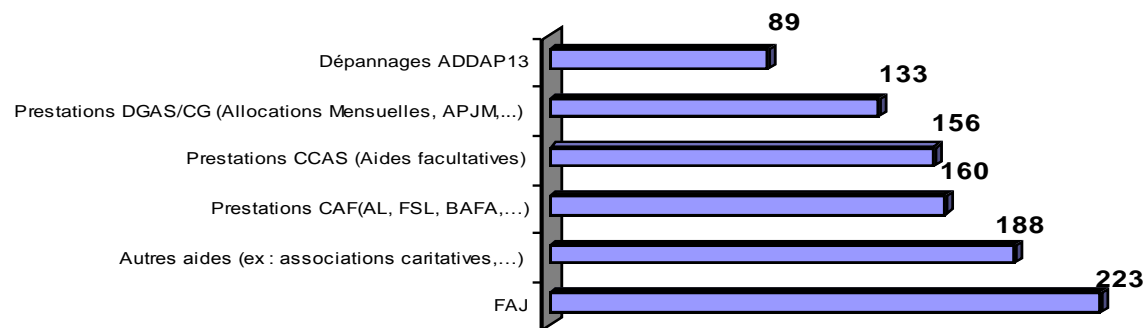
Pour 1010 jeunes scolarisés et faisant l'objet d'un PEI, 589 se sont trouvés en situation de rupture scolaire. 509 actions de médiation ont permis à 231 d'entre eux de poursuivre leur cursus.

Nous développons avec 25 collèges du département des projets spécifiques visant à limiter le décrochage prématuré de la scolarité (classes relais, clubs jeunes...).

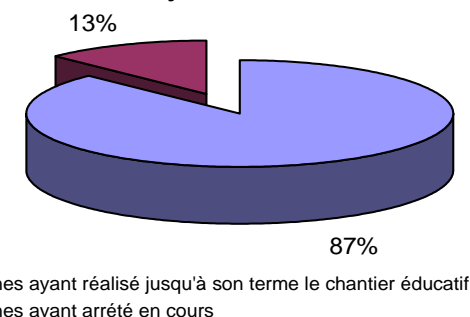
Action éducative & santé (nbre d'orientations)



Action éducative et aide financière

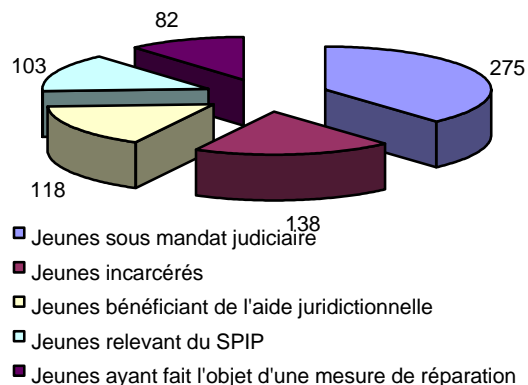


2001 - Action éducative & chantiers jeunes rémunérés



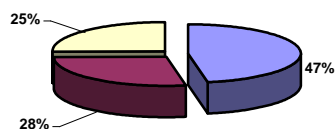
63 semaines de chantiers éducatifs rémunérés ont été organisées au cours de l'année 2001. Ils ont concerné essentiellement les services Marseillais. Cet outil éducatif reste un outil particulièrement intéressant dans la mesure où il permet une mise en situation de travail réel avec des groupes restreints, autorisant ainsi une action éducative en profondeur.

2001 - Action éducative & mesures judiciaires



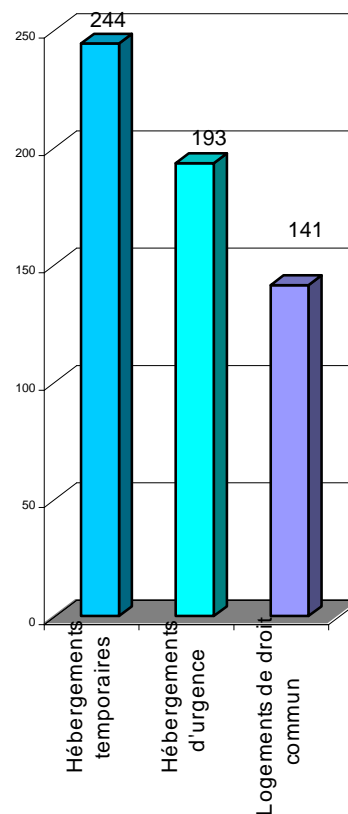
Explosion du nombre de jeunes ayant fait l'objet d'un PEI et d'une mesure Judiciaire. Ce constat est à mettre en relation avec l'évolution constatée dans le tableau concernant les jeunes en grande difficulté.

Action éducative & emploi formation - 2001



- 917 Inscriptions dans un dispositif de formation ou d'emploi
- 514 Contrats de travail (CES, CEC, CQ, CA, CJ, CDD, CDI) :
- 488 jeunes sans solution en matière d'emploi / formation

Action éducative & Habitat (Nbre d'orientations vers :)

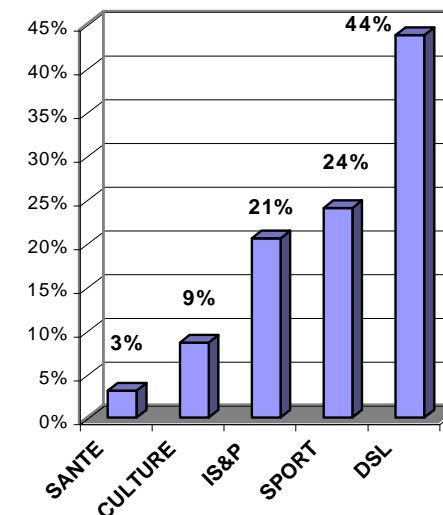


Nous ne pouvons que réitérer nos constats de l'an dernier : «La résolution des problèmes d'hébergement est plus aisée sur les grandes communes comme Marseille ou Aix en Provence. Elle reste un élément déterminant dans le processus d'insertion sociale et professionnelle.

Nos principaux partenaires sont les SAO, les dispositifs de type Service Plus et les CHR.

Le recours au département logement de l'addap13 a lieu dans le cadre d'hébergements individuels temporaires. Ce qui représente une passerelle intéressante pour stabiliser les jeunes ayant trouvé un emploi ou une formation durable».

Classement des activités collectives - 2001



Si le sport reste un support stable et important des activités collectives, on constate, cette année une très forte poussée des opérations de Développement Local (Fête de Quartier, organisation loisirs jeunes été, soutien aux parents...). Celles-ci sont localisées essentiellement sur Marseille et en particulier sur les quartiers Nord.

Face à l'absence de structures d'animation globale, les services de l'addap13 ont eu à pallier les manques, la plupart du temps dans des opérations de coordination mettant en œuvre des partenaires associatifs locaux. Notre souci naturel est d'envisager les relais sur le territoire...

L'augmentation globale des activités collectives s'explique aussi par la massification des problèmes rencontrés sur le terrain qui nous oblige à travailler autant sur les individus que sur les groupes.